

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1506

25 mai 2016

SOMMAIRE

AS-Construction S.à r.l.	72287	Euro Construction Moderne Sàrl	72244
Badby Properties (Worcester) S.à r.l.	72247	European Cooling 1 S.à r.l.	72242
Bienna S.à r.l.	72249	EuroPRISA Management Company S.A.	72249
Bregal Sagemount Investments (Luxembourg) S.à r.l.	72242	Foncière de Bagan S.A.	72244
CA Indosuez Wealth (Insurance Brokerage)	72246	Global Restaurant Investments S.à r.l.	72243
CARNEGIE Fonder Portfolio II	72246	Greenwood Invest SA	72244
CBRE S.A.	72280	Groth Holding S.à r.l.	72244
CC Global Investments Master Fund	72247	Immobilière des Eglantiers S.A.	72250
CC Global Investments Master Fund GP	72247	I tre Ghiottoni	72245
Cenovus International Investments S.à r.l.	72247	Landericus Property Beta S.à r.l.	72250
Colisée Participation GP	72283	Landericus Property Epsilon S.à r.l.	72250
Composil Luxembourg Sàrl	72246	Loba Sàrl	72288
Coniureare Enterprise S.A.	72248	Luxindus s.à.r.l.	72250
Contracting & Engineering Services Luxem- bourg S.à.r.l.	72248	Mezz Coinvestment Management	72251
CSI Italy GP S.à r.l.	72285	MHC	72251
D'co S.à r.l.	72243	MMC France Holdings (Luxembourg) S.à r.l.	72251
Delta Fiduciary Syndicate S.A.	72244	Pirineos Topco S.à r.l.	72251
Dry Management S.à r.l.	72245	Pure Value Capital Fund S.C.A., SICAV-SIF	72252
Ecka Granules Holding III S.à r.l.	72245	Renaissance + Consulting S.à r.l.	72271
Eikon Capital S.A.	72249	Shaftesbury Real Estate Holdings 3 (Luxem- bourg) S.A.	72262
Equinix (Luxembourg) Holdings S.à r.l.	72242	Sommelier-Conseil	72250
Eskatos Capital Management	72248	Sunotel S.A.	72246
Eucadis Holding	72249	United Steel Mills S.à.r.l.	72245

Equinix (Luxembourg) Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: USD 39.062.169,00.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 43, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 157.463.

—
EXTRAIT

La société a pris connaissance que l'adresse de son gérant de catégorie A, Monsieur Peter Waters, se trouve désormais au Rembrandt Tower, 7th Floor, Amstelplein 1, 1096 HA Amsterdam, Pays-Bas.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 mars 2016.

Pour la Société

Référence de publication: 2016078531/14.

(160044405) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mars 2016.

European Cooling 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 161.640.000,00.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 180.765.

Extrait des résolutions des associés de la Société en date du 23 février 2016

Les associés ont accepté la démission des personnes suivantes, avec effet immédiat:

- Mr. Paul GUNNER, né le 5 mars 1973, à Cassington, Royaume-Uni, de son poste de gérant de la Société;
- ML Charles BARTER, né le 5 avril 1962, à Guildford, Royaume-Uni, de son poste de gérant de la Société;
- ML Christophe GAMMAL, né le 9 août 1967, à Uccle, Belgique, de son poste de gérant de la Société; et
- Mr. Nicolas PONCELET, né le 16 juin 1979, à Arlon, Belgique, de son poste de gérant de la Société.

Les associés ont nommé avec effet immédiat, pour une durée indéterminée, les personnes suivantes:

- Mr. Michael DAVY, né le 11 janvier 1961, à North Shields, Royaume-Uni, ayant son adresse professionnelle au 95 Wigmore Street, W1 U 1FB, Londres, Royaume-Uni, en tant que gérant de la Société;
- Mr. Marc ZÜGEL, né le 31 mai 1968, à Stuttgart, Allemagne, ayant son adresse professionnelle au Neue Mainzer StraBe 28, 60311 Francfort-sur-le-Main, Allemagne, en tant que gérant de la Société; et
- Mme Jana OLEKSY, née le 10 octobre 1964, à Levice, Slovaquie, ayant son adresse professionnelle au 2 avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, Luxembourg, en tant que gérante de la Société.

Par conséquent, les gérants de la Société au 23 février 2016 sont les suivants:

- Davy Beaucé, gérant;
- Daphné Charbonnet, gérante;
- Mark Zügel, gérant;
- Michael Davy, gérant; et
- Jana Oleksy, gérante.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 février 2016.

Référence de publication: 2016078535/29.

(160044375) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mars 2016.

Bregal Sagemount Investments (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-8009 Strassen, 19-21, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 170.584.

—
EXTRAIT

En date du 10 mars 2016, l'actionnaire unique de la Société a résolu d'accepter la démission de Monsieur Johnny Seré en tant que Gérant de la Société.

Référence de publication: 2016078401/11.

(160043975) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mars 2016.

D'co S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1741 Luxembourg, 81-83, rue de Hollerich.

R.C.S. Luxembourg B 102.708.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Echternach, le 14 mars 2016.

Référence de publication: 2016078485/10.

(160045128) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mars 2016.

Global Restaurant Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 28.525,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 199.290.

EXTRAIT

En date du 7 mars 2016, 6.758 (six mille sept cent cinquante-huit) parts sociales ayant une valeur nominal de 1 EUR (un Euro) chacune ont été transférées par GRI TopCo S.à r.l., une société à responsabilité limitée dûment constituée et existant valablement conformément aux lois du Grand Duché de Luxembourg, avec un capital social de 273.803 EUR (deux cent soixante-treize mille huit cent trois Euro), dont le siège social est sis 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 204.273, comme suit:

- 5.435 (cinq mille quatre cent trente-cinq) parts sociales à AlpInvest Partners Co-Investments 2015 I C.V., une société en commandite (“commanditaire vennootschap”), dûment constituée et existant valablement conformément aux lois des Pays-Bas, dont le siège social est sis Jachthavenweg 118, 1081 KJ, Amsterdam, Pays-Bas, et immatriculée auprès de la Chambre de Commerce des Pays-Bas (“Chamber of Commerce, Commercial Register”) sous le numéro 62553534;

- 1.004 (mille quatre) parts sociales à AlpInvest Partners Co-Investments 2015 II C.V., une société en commandite (“commanditaire vennootschap”), dûment constituée et existant valablement conformément aux lois des Pays-Bas, dont le siège social est sis Jachthavenweg 118, 1081 KJ, Amsterdam, Pays-Bas, et immatriculée auprès de la Chambre de Commerce des Pays-Bas (“Chamber of Commerce, Commercial Register”) sous le numéro 62563807;

- 234 (deux cent trente-quatre) parts sociales à AM 2015 Co C.V., une société en commandite (“commanditaire vennootschap”), dûment constituée et existant valablement conformément aux lois des Pays-Bas, dont le siège social est sis Jachthavenweg 118, 1081 KJ, Amsterdam, Pays-Bas, et immatriculée auprès de la Chambre de Commerce des Pays-Bas (“Chamber of Commerce, Commercial Register”) sous le numéro 62507338; et

- 85 (quatre-vingt-cinq) parts sociales à AlpInvest GA Co C.V., une société en commandite (“commanditaire vennootschap”), dûment constituée et existant valablement conformément aux lois des Pays-Bas, dont le siège social est sis Jachthavenweg 118, 1081 KJ, Amsterdam, Pays-Bas, et immatriculée auprès de la Chambre de Commerce des Pays-Bas (“Chamber of Commerce, Commercial Register”) sous le numéro 62527665.

Il en résulte que l'actionnariat de la Société se compose désormais comme suit:

- GRI TopCo S.à r.l.: 21.767 (vingt-et-un mille sept cent soixante-sept parts sociales ayant une valeur nominal de 1 EUR (un Euro) chacune;

- AlpInvest Partners Co-Investments 2015 I C.V.: 5.435 (cinq mille quatre cent trente-cinq) parts sociales ayant une valeur nominal de 1 EUR (un Euro) chacune;

- AlpInvest Partners Co-Investments 2015 II C.V.: 1.004 (mille quatre) parts sociales ayant une valeur nominal de 1 EUR (un Euro) chacune;

- AM 2015 Co C.V.: 234 (deux cent trente-quatre) parts sociales ayant une valeur nominal de 1 EUR (un Euro) chacune;

et

- AlpInvest GA Co C.V.: 85 (quatre-vingt-cinq) parts sociales ayant une valeur nominal de 1 EUR (un Euro) chacune.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 mars 2016.

Pour la Société

Référence de publication: 2016078601/44.

(160043942) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mars 2016.

Greenwood Invest SA, Société Anonyme.

Siège social: L-8399 Windhof, 3, rue de l'industrie.
R.C.S. Luxembourg B 141.839.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 mars 2016.

Maître Léonie GRETHEN

Notaire

Référence de publication: 2016078602/12.

(160043763) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mars 2016.

Groth Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: MXN 79.795.714,71.

Siège social: L-1253 Luxembourg, 2A, rue Nicolas Bové.
R.C.S. Luxembourg B 180.691.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 11 mars 2016.

Référence de publication: 2016078603/10.

(160044422) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mars 2016.

Euro Construction Moderne Sarl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5532 Remich, 1, rue Enz.
R.C.S. Luxembourg B 158.450.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 mars 2016.

POUR COPIE CONFORME

Référence de publication: 2016078557/11.

(160044754) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mars 2016.

Foncière de Bagan S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 29, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 147.698.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 11 mars 2016.

Référence de publication: 2016078586/10.

(160043913) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mars 2016.

Delta Fiduciary Syndicate S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11A, boulevard Joseph II.
R.C.S. Luxembourg B 142.128.

Les statuts coordonnés au 26 février 2016 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Marc Loesch

Notaire

Référence de publication: 2016078491/11.

(160044807) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mars 2016.

I tre Ghiottoni, Société Civile.

Siège social: L-4660 Differdange, 45, rue Michel Rodange.
R.C.S. Luxembourg E 496.

—
Extrait de l'assemblée générale extraordinaire du 15 avril 2006.

La société est valablement engagée en toutes circonstances par la signature conjointe des deux gérants
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Référence de publication: 2016078652/11.

(160044542) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mars 2016.

Ecka Granules Holding III S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 587.500,00.

Siège social: L-1610 Luxembourg, 8-10, avenue de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 155.479.

—
Extrait des résolutions prises par le conseil de gérance en date du 1^{er} mars

Le conseil de gérance a décidé de transférer le siège social de la Société du 69, Boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg au 8-10, avenue de la Gare, L-1610 Luxembourg, avec effet au 1^{er} mars 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016077838/12.

(160042927) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2016.

United Steel Mills S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 420.500,00.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 110.224.

—
EXTRAIT

Il résulte de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue en date du 19 février 2016 que:

- Monsieur Matthijs BOGERS, résidant professionnellement au 11-13, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, a démissionné en tant que gérant de la société à compter de la date de la présente assemblée;
- Monsieur Marco LAGONA, né le 18 avril 1972, à Milan (Italie), résidant professionnellement au 11-13, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, a été nommé en tant que gérant de la Société pour une durée indéterminée à compter de la date de la présente assemblée;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 19 février 2016.

Référence de publication: 2016079809/17.

(160045045) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2016.

Dry Management S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1450 Luxembourg, 7, côte d'Eich.
R.C.S. Luxembourg B 163.473.

—
Assemblée Générale Extraordinaire du 29 février 2016

Il résulte de l'Assemblée Générale Extraordinaire tenue à Luxembourg le 29 février 2016 que:

Le siège de la société sera transféré à l'adresse: 7, côte d'Eich L-1450 Luxembourg

L'assemblée générale extraordinaire étant terminée le nouveau associé contresigne ce document ensemble avec les anciens associés fait en quatre (4) exemplaires qui sera enregistré dès que possible.

Dry Management S.à r.l.

Rémy NAVARRO FRUTUOSO MANSO MARQUES

Référence de publication: 2016077834/14.

(160043578) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2016.

Compositil Luxembourg Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 332.500,00.

Siège social: L-8069 Bertrange, 15, rue de l'Industrie.

R.C.S. Luxembourg B 163.817.

—
Extrait des résolutions prises par le gérant unique en date du 4 mars 2016

1^{ère} Résolution

Le gérant unique décide de transférer, avec effet au 1^{er} janvier 2016, le siège social de la Société au 15, rue de l'Industrie à L-8069 Bertrange.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016077806/13.

(160043686) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2016.

CA Indosuez Wealth (Insurance Brokerage), Société Anonyme.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 39, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 67.175.

—
Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 mars 2016.

Référence de publication: 2016077787/10.

(160043192) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2016.

CARNEGIE Fonder Portfolio II, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1616 Luxembourg, 5, place de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 200.418.

—
Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Le 16 décembre 2015.

Pour statuts coordonnés

Maître Jacques KESSELER

Notaire

Référence de publication: 2016077788/13.

(160043179) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2016.

Sunotel S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 40.231.

—
*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire qui s'est tenue le 3 mars 2016
44, Av. JF Kennedy à Luxembourg*

Résolution:

L'Assemblée Générale Ordinaire décide à l'unanimité de renouveler les mandats de Messieurs Miguel AMENGUAL CIFRE, Jean-Charles THOUAND et Koen LOZIE, Administrateurs, pour une période d'un an.

L'Assemblée Générale Ordinaire décide à l'unanimité de renouveler le mandat de Commissaire aux Comptes de Monsieur Pierre Schill pour une période d'un an.

Leurs mandats viendront donc à échéance à l'Assemblée Générale Ordinaire qui statuera sur les comptes annuels au 31 décembre 2016.

Pour copie conforme

Signature

Référence de publication: 2016079779/18.

(160045742) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2016.

CC Global Investments Master Fund, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 24, avenue Marie-Thérèse.
R.C.S. Luxembourg B 168.363.

Extrait des résolutions du conseil de gérance de l'actionnaire gérant commandité du 12 novembre 2015

En date du 12 novembre 2015, le conseil de gérance de l'actionnaire gérant commandité de la Société a décidé de transférer le siège social de l'actionnaire gérant commandité de 2, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg au 24, avenue Marie-Thérèse, L-2132 Luxembourg, avec effet au 26 novembre 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 mars 2016.

Le Mandataire

Référence de publication: 2016077793/15.

(160043082) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2016.

CC Global Investments Master Fund GP, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 24, avenue Marie-Thérèse.
R.C.S. Luxembourg B 168.355.

EXTRAIT

En date du 17 juillet 2012, l'associé unique de la Société a changé sa dénomination sociale de Clemente Capital, LLC à CC Global Advisers, LLC. Depuis cette date, la dénomination sociale de l'associé unique est CC Global Advisers, LLC.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 mars 2016.

Le Mandataire

Référence de publication: 2016077794/13.

(160043523) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2016.

Badby Properties (Worcester) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 6, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 201.953.

Il résulte d'un acte en date du 31 décembre 2015 que l'associé unique de la Société a changé sa dénomination sociale de «Patron Russell S.à r.l.» en «Badby Holding (Worcester) S.à r.l.».

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait

La Société

Référence de publication: 2016080660/13.

(160046937) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mars 2016.

Cenovus International Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2510 Luxembourg, 9, allée Scheffer.
R.C.S. Luxembourg B 176.368.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Le 17 décembre 2015.

Pour statuts coordonnés

Maître Jacques KESSELER

Notaire

Référence de publication: 2016077775/13.

(160043683) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2016.

Coniureare Enterprise S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 6, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 178.827.

1/ En date du 22 janvier 2016, la société a décidé:

- de prendre acte et d'accepter la démission de Monsieur Alvaro Aguilar, Administrateur de la société, avec effet au 22 janvier 2016,

- de nommer Monsieur Claes-Johan Geijer, né le 15 juin 1957 à Stockholm, Suède, ayant son adresse au 2 rue Siggy vu Letzebuerg, L-1933 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg en tant qu'administrateur de la société avec effet au 22 janvier 2016 et jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2015.

2/ En date du 12 février 2016, la société a décidé de renouveler les mandats d'administrateur de la société jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2016 de:

- Monsieur Claes-Johan Geijer, né le 15 juin 1957 à Stockholm, Suède, ayant son adresse au 2 rue Siggy vu Letzebuerg, L-1933 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg

- Monsieur Rodrigo de Freitas-Branco, né le 23 juillet 1963 à Lisbonne, Portugal, ayant son adresse au 6 rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

- Monsieur Rolf Schut, né le 17 avril 1970 in Utrecht, Pays-Bas, ayant son adresse au 6 rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Le conseil d'administration de la société se compose donc de Messieurs Claes-Johan Geijer, Rodrigo de Freitas-Branco et Rolf Schut.

3/ En date du 12 février 2016, la société a décidé de nommer en tant que personne chargée du contrôle des comptes Monsieur Michiel de Vries, né le 11 avril 1971 à Berkel en Rodenrijs, Pays-Bas, ayant son adresse au 158 Peulenstraat, 3371 AR Hardinxveld-Giessendam, Pays-Bas, jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 mars 2016.

Référence de publication: 2016077783/28.

(160043459) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2016.

Contracting & Engineering Services Luxembourg S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9638 Pommerloch, 19, route de Bastogne.

R.C.S. Luxembourg B 151.490.

Les statuts coordonnés au 29/02/2016 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10/03/2016.

Me Cosita Delvaux

Notaire

Référence de publication: 2016077784/12.

(160043462) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2016.

Eskatos Capital Management, Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 12.500,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 35, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 137.737.

EXTRAIT

En date du 29 février 2016 l'associé unique de la Société a accepté avec effet au 29 février 2016 la démission de Monsieur Otello Padovani en tant que président et gérant de la Société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 mars 2016.

Pour Eskatos Capital Management

Référence de publication: 2016080050/14.

(160046654) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mars 2016.

Eucadis Holding, Société Anonyme.

Capital social: EUR 31.000,00.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 21, boulevard Grande Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 196.935.

Extrait des résolutions de l'administrateur unique du 31 janvier 2016

Il résulte d'une décision de l'administrateur unique que le siège social de la Société est transféré au 21 Boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg avec effet au 1^{er} février 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 10 mars 2016.

Référence de publication: 2016077860/13.

(160043038) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2016.

Eikon Capital S.A., Société Anonyme de Titrisation.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.
R.C.S. Luxembourg B 178.524.

Les statuts coordonnés au 25 février 2016 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Marc Loesch
Notaire

Référence de publication: 2016077858/11.

(160042952) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2016.

Bienna S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 50, rue Charles Martel.
R.C.S. Luxembourg B 182.958.

EXTRAIT

L'Assemblée Générale du 9 Mars 2016 accepte, à compter du 31 août 2015, la démission d'un gérant, à savoir:

- Monsieur Rob SONNENSCHNEIN, gérant, né le 30 août 1955 à Eindhoven (Pays-Bas), domicilié professionnellement au 50 rue Charles Martel L-2134 Luxembourg

L'Assemblée Générale accepte, à compter du 9 Mars 2016, de nommer un gérant, à savoir:

- Madame Emilie GALLAIS, gérant, née le 03 mai 1978 à Coutances (France), domiciliée professionnellement au 50 rue Charles Martel L-2134 Luxembourg

La société Zimmer & Partners S.A. est domiciliée professionnellement au 50, rue Charles Martel L-2134 Luxembourg

Extrait sincère et conforme
Un mandataire

Référence de publication: 2016080686/17.

(160046907) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mars 2016.

EuroPRISA Management Company S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 80, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 110.847.

- Approbation de la démission de Max KREUTER avec effet au 30 octobre 2015;

- Avec effet immédiat, il est remplacé en tant qu'administrateur par Natalie Gloria Sarah EBERT, née le 11 janvier 1978 à Berlin, en Allemagne, avec adresse professionnelle au 2, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, comme administrateur de la société jusqu'à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2016.

Luxembourg, le 9 mars 2016.

Brown Brothers Harriman (Luxembourg) S.C.A.

Référence de publication: 2016077854/13.

(160042984) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2016.

Immobilière des Eglantiers S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 1, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 172.572.

Il résulte de la décision de l'administrateur unique de la société prise en date du 10 mars 2016 que:

- Le domicile du siège social de la société sera modifié pour passer de l'ancienne adresse située à L-2449 Luxembourg, 17, Boulevard Royal au 1, avenue de la Gare, L-1611 Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016077947/11.

(160043364) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2016.

Landericus Property Beta S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 135.474.

Par lettre en date du 23 février 2016, Monsieur Philippe LANCIERS a démissionné, avec effet au 23 février 2016, de son poste de Gérant de classe B de la société LANDERICUS PROPERTY BETA S.à r.l., ayant son siège social au 19, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 135474.

Référence de publication: 2016077987/11.

(160043079) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2016.

Landericus Property Epsilon S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 141.187.

Par lettre en date du 23 février 2016, Monsieur Philippe LANCIERS a démissionné, avec effet au 23 février 2016, de son poste de Gérant de classe B de la société LANDERICUS PROPERTY EPSILON S.à r.l., ayant son siège social au 19, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 141187.

Référence de publication: 2016077991/11.

(160043091) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2016.

Sommelier-Conseil, Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.400,00.**

Siège social: L-7364 Bofferdange, 7A, Romescht.

R.C.S. Luxembourg B 34.098.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 mars 2016.

Référence de publication: 2016078179/10.

(160042905) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2016.

Luxindus s.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9639 Boulaide, 9, rue Jérôme de Busleyden.

R.C.S. Luxembourg B 95.604.

Ich möchte Ihnen hiermit mitteilen, dass ich von meinem Amt als technischer Geschäftsführer Ihrer Firma (RCSL B 95604), Funktion in welcher ich durch Beschluss vom 18. November 2013, ernannt wurde, zurücktreten werde.

Dies ist also meine Kündigung als technischer Leiter der Firma was meinen spezifischen Bereich betrifft.

Abentheuer, den 19.11.2015.

Unterschrift.

Référence de publication: 2016078010/11.

(160043109) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2016.

Mezz Coinvestment Management, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1748 Luxembourg-Findel, 7, rue Lou Hemmer.
R.C.S. Luxembourg B 195.323.

Les statuts coordonnés au 19 février 2016 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Marc Loesch
Notaire

Référence de publication: 2016078023/11.

(160043152) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2016.

MHC, Société Anonyme.

Siège social: L-1229 Luxembourg, 1, rue Bender.
R.C.S. Luxembourg B 183.628.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, le 15 décembre 2015.

Pour statuts conformes

Référence de publication: 2016078043/11.

(160043538) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2016.

Pirineos Topco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 198.609.

Die koordinierte Satzung vom 29/02/2016 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.
Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 10.03.2016.

Me Cosita Delvaux
Notar

Référence de publication: 2016078091/12.

(160043484) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2016.

MMC France Holdings (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 20.000,00.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 74, rue de Merl.
R.C.S. Luxembourg B 200.743.

Extrait des résolutions prises par l'associé unique de la société le 1^{er} mars 2016

L'associé unique de la Société a accepté la démission de Madame Karen FARRELL de ses fonctions de gérant de la Société, ayant un pouvoir de signature B, avec effet immédiat.

L'associé unique de la Société a décidé de nommer Monsieur Ferdinand JAHNEL, né le 14 août 1965 à Munich, Allemagne, avec résidence à 9 Friends Road, Setauket, New York 11733, États-Unis, aux fonctions de gérant de la Société, ayant un pouvoir de signature B, avec effet immédiat et pour une période prenant fin à la prochaine assemblée générale annuelle.

Le conseil de gérance se compose alors comme suit:

- Monsieur Pierre METZLER, gérant avec pouvoir de signature A;
- Monsieur Claude WEBER, gérant avec pouvoir de signature A;
- Monsieur Ferdinand JAHNEL, gérant avec pouvoir de signature B.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016081496/20.

(160047538) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2016.

Pure Value Capital Fund S.C.A., SICAV-SIF, Société en Commandite par Actions - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 33A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 204.385.

—
STATUTES

In the year two thousand sixteen, on the 14th day of January,
Before the undersigned Maître Roger ARRENSDORFF, Notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,
There appeared:

1) Pure Value Capital Partners S.A., a Luxembourg public limited liability company (société anonyme), having its registered office at L-1130 Luxembourg, 37 rue d'Anvers and not yet registered with the Luxembourg Trade and Company register,

represented by Me Rüdiger Sailer, lawyer, professionally residing at 20, avenue Marie-Thérèse, L-2132 Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal on January 7, 2016,

(hereinafter referred to as the “General Partner”), and

2) Steven DE KLERCK, born on December 30, 1980 in Asse, Belgium, residing at Gustaaf Breynaertstraat 101, B-1750 Lennik, Belgium,

represented by Me Rüdiger Sailer, lawyer, professionally residing at 20, avenue Marie-Thérèse, L-2132 Luxembourg, by virtue of proxy given under private seal on January 7, 2016,

(hereinafter referred to as “Limited Partner”), and

3) Christophe DE WIT, born on August 18, 1964 in Asse, Belgium, residing at Kaudenaardestraat 35, B-1700 Dilbeek, Belgium,

represented by Me Rüdiger Sailer, lawyer, professionally residing at 20, avenue Marie-Thérèse, L-2132 Luxembourg, by virtue of proxy given under private seal on January 7, 2016.

(hereinafter referred to as “Limited Partner”, together with Mr De Klerck hereinafter referred to as the “Limited Partners”).

The said proxies initialled *ne varietur* by the appearing parties and the Notary will remain annexed to the present deed.

Such appearing parties, acting in their here above stated capacities, have required the officiating Notary to enact the deed of incorporation of a Luxembourg société en commandite par actions with variable capital qualifying as a société d'investissement à capital variable (SICAV), which they declare organised amongst themselves and the articles of incorporation of which shall be as follows:

Art. 1. Name. There exists a partnership limited by shares (société en commandite par actions) under the name of “Pure Value Capital Fund S.C.A., SICAV-SIF” (the “Company”).

The Company is established as an investment company with variable share capital (société d'investissement à capital variable) and is governed by the Luxembourg law of 10 August 1915 on commercial companies as amended (the “1915 Act”) and the Luxembourg law of 13 February 2007 relating to specialized investment funds as amended (the “Law of 2007”) and the present articles of incorporation (the “Articles”).

The Company is qualified as a below-threshold AIF subject to the Law of 12th July 2013 concerning the Alternative Investment Fund Manager.

Art. 2. Registered Office. The registered office of the Company is established in the municipality of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a decision of the General Partner (as defined below). The registered office of the Company may be transferred within the boundaries of the municipality of Luxembourg (or elsewhere in the Grand Duchy of Luxembourg if and to the extent permitted under the 1915 Act) by a resolution of the General Partner (as defined in article 14 below).

In the event that the General Partner determines that extraordinary political, economic or social events have occurred or are imminent which would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such provisional measures shall have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding such temporary transfer, shall remain a Luxembourg company.

Art. 3. Duration. The Company has been incorporated for an unlimited period of time.

The Company may be dissolved with the consent of the General Partner by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for the amendment of these Articles, as prescribed in article 24 hereto as well as by the 1915 Act.

Art. 4. Purpose. The exclusive purpose of the Company is to invest the funds available to it with the purpose of spreading investment risks and affording its shareholders the results of its management.

The Company may take any measures and carry out any transaction, which it may deem useful for the fulfillment and development of its purpose and may, in particular and without limitation:

(a) make investments whether directly or through direct or indirect participations in subsidiaries of the Company or other intermediary vehicles;

(b) enter into any guarantee, pledge or any other form of security, whether by personal covenant or by mortgage or charge upon all or part of the assets (present or future) of the Company or by all or any of such methods, for the performance of any contracts or obligations of the Company, or any director, manager or other agent of the Company, or any company in which the Company or its parent company has a direct or indirect interest, or any company being a direct or indirect shareholder of the Company or any company belonging to the same group as the Company;

to the fullest extent permitted under the 2007 Act but in any case subject to the terms and limits set out in the issue document of the Company drawn up in accordance with article 52 of the 2007 Act (the "Offering Memorandum").

Art. 5. Liability of shareholders. The General Partner is jointly and severally liable for all liabilities which cannot be met out of the assets of the Company. The owners of limited shares (i.e., shares of whatever Class to the exclusion of the Management Shares) are only liable up to the amount of their commitment made to the Company.

Art. 6. Determination of the investment objectives and policies. The General Partner shall determine the investment objectives and policies of the Company as well as the course of conduct of the management and the business affairs of the Company in relation thereto, as set forth in the Offering Memorandum, in compliance with applicable laws and regulations.

The General Partner shall also have power to determine any restrictions which shall from time to time be applicable to the investment of the Company's assets, in accordance with the 2007 Act including, without limitation, restrictions in respect of: (a) the borrowings of the Company and the pledging of its assets and (b) the maximum percentage of the Company which it may invest in any single underlying asset and the maximum percentage of any type of investment which it may acquire.

Art. 7. Share Capital.

(a) The share capital shall comprise non-par value shares (the "Shares" and each a "Share") and shall, at all times, remain equivalent to the entire value of the net corporate assets in accordance with Article 12. The share capital is expressed in EUR. The minimum capital must, at all time, amount to one million two hundred and fifty thousand Euro (1,250,000.- Euro). The minimum share capital must be attained within twelve months of the date on which the Company has been registered as a specialized investment fund ("SIF") under the 2007 Act on the official list of Luxembourg SIFs, and thereafter may not be less than this amount. Upon incorporation, the initial share capital of the Company was thirty one thousand Euro (EUR 31,000.-) represented by thirty (30) ordinary shares and one (1) General Partner Share.

(b) The General Partner is authorized to issue, in accordance with these Articles, especially article 10 hereof, and the provisions of the Offering Memorandum, an unlimited number of Shares without reserving to the existing shareholders a preferential right to subscribe for the Shares to be issued.

Art. 8. Shares.

(a) Shares are exclusively reserved to institutional investors, professional investors or other experienced investors qualifying as well-informed investors within the meaning of article 2 of the 2007 Act (the "Well-Informed Investors") respectively as defined in the Offering Memorandum. This restriction is not applicable to the General Partner and other persons involved in the management of the Company which may hold the Management Shares or other relevant Shares without falling into one of these categories.

(b) All Shares shall be issued in registered form and fully paid up. The inscription of the shareholder's name in the register of registered Shares evidences his right of ownership of such registered Shares. The Shares are not represented by certificates. The ownership of the Shares will be established by the entry in this share register.

All issued Shares of the Company shall be registered in the register of shareholders (the "Register"), which shall be kept by the Registrar and Transfer Agent (as such terms are defined in the Offering Memorandum) or by one or more persons designated therefore by the Company and the Register shall contain the name of each shareholder, his residence, registered office or elected domicile, the number and Class of Shares held by him, the amount paid in on each such Share and the disposal of Shares and the dates of such disposal. Until notices to the contrary shall have been received by the Company, it may treat the information contained in the Register as accurate and up to date and may in particular use the inscribed addresses for the sending of notices and announcements and the inscribed banking references for the making of any payments.

(c) There shall be no fractional Shares. Redemptions of Shares shall only be made for amounts representing multipliers of the respective NAV. The General Partner shall have the discretionary right to adjust the redemption amounts respectively to round down the respective requested redemption amounts in order to avoid any fractional shares.

(d) Each Share grants the right to one vote at every meeting of shareholders, subject to the terms of these Articles and the Offering Memorandum.

(e) The Company recognizes only one single owner per Share. If one or more Shares are jointly owned or if the ownership of such Share(s) is disputed, all persons claiming a right to such Share(s) have to appoint one single attorney to represent

such Share(s) towards the Company. The failure to appoint such attorney implies a suspension of all rights attached to such Share(s).

(f) Each holder of limited partner Shares shall be asked to sign a subscription agreement irrevocably committing to make all subscriptions and payments for the entire committed amount.

Art. 9. Transfer of Shares. No sale, assignment, transfer, grant of a participation in, pledge, hypothecation, encumbrance or other disposal (each a “Transfer”) of all or any portion of any shareholder's Shares or undrawn commitment, if any, whether voluntary or involuntary, shall be valid or effective if:

(a) the Transfer would result in a violation of the applicable laws and regulations of the Grand-Duchy of Luxembourg (the “Luxembourg Law”) or the laws and regulations of any other jurisdiction (including, without limitation, the United States Securities Act of 1933, as amended (the “1933 Act”), any securities laws of the individual states of the United States, or ERISA) or, as determined by the Company, would cause the Company, or the shareholders as a whole, to suffer any tax, fiscal, legal, regulatory, pecuniary or material administrative disadvantage which it or they would not otherwise have suffered.

(b) the Transfer would result in a violation of any term or condition of the Articles or of the Offering Memorandum;

(c) the Transfer would result in the Company being required to register as an investment fund under the Investment Fund Act of 1940 (the “1940 Act”).

It shall be a condition of any Transfer (whether permitted or required) that:

(a) such Transfer be approved by the General Partner and such approval not to be unreasonably withheld;

(b) the transferee represents in a form acceptable to the Company that such transferee is not a Restricted Person, and that the proposed Transfer itself does not violate any laws or regulations (including, without limitation, any securities laws) applicable to it;

(c) in respect of the Transfer of undrawn commitment, the transferee enters into a subscription agreement in respect of the relevant undrawn commitment so transferred;

(d) the transferor at the same time as the Transfer of Shares procures the transfer to the transferee of all or the relevant portion of its undrawn commitment or remaining commitment to provide funds to the Company against the issue of Shares or otherwise, as the case may be; and

(e) the transferee is not a Restricted Person as defined in Article 12 of this Articles.

A Transfer is further subject to all other restrictions set forth in the Offering Memorandum.

The Company, in its sole and absolute discretion, may make such Transfer conditional upon the receipt of an opinion of responsible counsel which opinion shall be reasonably satisfactory to the Company.

The transferor shall be responsible for and pay all costs and expenses (including any taxation) arising in connection with any such permitted Transfer, including reasonable legal fees arising in relation thereto incurred by the board of directors of the General Partner (the “Board”), the Investment Adviser (if any) or their Affiliates and stamp duty or stamp duty reserve tax (if any) payable. The transferor and the transferee shall indemnify the Indemnified Persons, in a manner satisfactory to the Board of the General Partner, against any claims and expenses to which the Indemnified Persons may become subject arising out of or based upon any false representation or warranty made by, or breach or failure to comply with any covenant or agreement of, such transferor or transferee in connection with such Transfer. In addition, each shareholder agrees to indemnify the Company and each Indemnified Person from any claims and expenses resulting from any Transfer or attempted Transfer of its interests occurred in violation of the Offering Memorandum (and the terms of their subscription agreement).

No Transfer of all or any part of any shareholder's Shares, whether direct or indirect, voluntary or involuntary, shall be valid or effective if such Transfer would result in a breach of any additional restriction in relation to a Transfer or the ownership of Shares as set out in this article.

Art. 10. Issue of Shares.

10.1 The General Partner is authorized, without limitation, to issue an unlimited number of fully paid up Shares at any time without reserving a preferential right to subscribe for the shares to be issued for the existing shareholders.

10.2 Potential shareholders shall be proposed to commit to subscribe to Shares of one or more Classes on one or more dates or periods as determined by the General Partner and which shall be indicated and more fully described in the Offering Memorandum. Payments for subscriptions to Shares shall be made in whole or in part on a closing or on any other date as determined by the General Partner and as indicated and more fully described in the Offering Memorandum of the Company. The modes of payment in relation to such subscriptions shall be determined by the General Partner and specified and more fully described in the Offering Memorandum.

10.3 The General Partner may, at any time, issue different classes of Shares (each a “Class” and collectively the “Classes”), which may differ inter alia in their fee structure, minimum investment requirements, type of target shareholders, currency and distribution policy applying to them. Those Shares shall be issued, in accordance with article 10 hereof, on terms and conditions as shall be decided by the Board of the General Partner.

10.4 The General Partner may determine any other subscription conditions such as minimum commitments on closings, subsequent commitments, default interests or restrictions on ownership. Such other conditions shall be disclosed and more

fully described in the Offering Memorandum. The Company may, in its absolute discretion, accept or reject any request for subscription for Shares

10.5 The Company may agree to issue Shares as consideration for a contribution in kind of securities or other assets, in compliance with the conditions set forth by Luxembourg law, in particular the obligation to deliver a valuation report from the auditor of the Company and provided that such securities or other assets comply with the investment objectives and strategy of the Company.

10.6 If any shareholder fails for whatever reason (including where such failure is due to such shareholder's or shareholder's bankruptcy, insolvency, dissolution, liquidation or other similar event) to make, within a specified period of time determined by the General Partner, any required contributions or certain other payments to the Company, in accordance with the terms of its subscription agreement or commitment to the Company and the terms of the Offering Memorandum, and has not advanced such amount or performed such term, covenant or condition within ten (10) business days (or such longer period as the General Partner may specify) of the issue of a default notice by the General Partner, entitles the Company and the General Partner to declare such shareholder a defaulting shareholder (the "Defaulting Shareholder") with effect from the date of such declaration (the "Default Date").

10.7 A shareholder may remedy its default by paying the following amounts to the Company on or before the Default Date:

- (a) the amount requested under the drawdown notice;
- (b) interest at a rate of 8 % for the period of the relevant due date specified in the relevant drawdown notice up to the date of payment thereof;
- (c) an amount sufficient to reimburse the Company with respect to any other related Default Expenses (as such term is defined in the Offering Memorandum).

If a shareholder does not remedy its default in accordance with article 10.6 above by the default Date and is declared a defaulting shareholder in accordance with article 10.5 above all of the defaulting shareholder's shares have their voting rights suspended and do not carry right to dividend or distribution until payment is made and the Company shall have the right but not the obligation to exercise one or more of the following remedies:

(a) repurchase the defaulting shareholder's shares at the lesser of (i) 70% of the latest calculated NAV of the Shares of the defaulting shareholder, at the Default Date (or for no consideration if the NAV of the Shares is equal to zero or negative) and (ii) 70% of the aggregate capital contributions made by the defaulting shareholder;

(b) require the shareholders of the Company other than the defaulting shareholder (the "Non-Defaulting Shareholders") to contribute additional amounts to cover any defaulted amounts, provided that the total capital commitments of the Non-Defaulting Shareholders shall not be exceeded on account of such default;

(c) exercise an option to buy the Shares and undrawn commitment of the Defaulting Shareholder at a price equal to the lesser of (i) 70% of the aggregate capital contributions of the Defaulting Shareholder or (ii) 70% of the latest calculated NAV of the Shares of the Defaulting Shareholder (or for no consideration if the NAV of the Shares is equal to zero or negative), in which case, the General Partner will, after having acquired the Shares and undrawn commitment of the Defaulting Shareholder pursuant to the exercise of its option, offer the Shares and undrawn commitment of the Defaulting Shareholder to a third party (or parties) identified by the General Partner (which party or parties may include another shareholder or any affiliate of the initiator) provided that before offering the Defaulting Shareholder's Shares and undrawn commitment to any third party, the General Partner shall offer them to the Non-Defaulting Shareholders, who shall have a period of ten (10) Business Days to accept the offer. Any Non-Defaulting Shareholders expressing an interest in such a purchase will be offered it pro rata based on their existing Commitments. Any transfer of Shares pursuant to this Section 10.6 (c) shall be subject to the terms and provision of Section 7;

(d) to maintain the Defaulting Shareholder's obligation to pay, based on its Commitment prior to the Default, its pro rata share of Expenses (including management or performance fees, if any) as if the Default had not occurred;

(e) cause the Company to pursue any available legal remedies against the Defaulting Shareholder to collect any and all of the commitments due from the Defaulting Shareholder and any other damages (including consequential damages); and

(f) reduce or terminate the Defaulting Shareholder's undrawn commitment.

10.8 In the event that the Company exercises its option to buy and the Board then transfers the Shares and undrawn commitment of a Defaulting Shareholder in accordance with Section 10.6(c), any amounts which would, in the absence of such Default, have been for the account of the relevant Defaulting Shareholder, shall be held by the Company for the benefit of any purchaser of the Shares and undrawn commitment of the Defaulting Shareholder (subject to the right of the Board to deduct therefrom any Default Expenses) and upon the purchaser becoming a shareholder such amounts will be paid over to the purchaser. The proceeds of sale shall, following receipt by the Board and subject to the deduction of such costs and expenses as aforementioned, be paid to the relevant Defaulting Shareholder.

10.9 With effect from the Default Date, the Shares/undrawn commitment of the relevant Defaulting Shareholder shall be disregarded for all purposes in relation to the Offering Memorandum, including for the purpose of calculating a Company's consent or for the holding of any meeting or the exercise of any voting rights pursuant to the Articles or the Offering Memorandum.

10.10 Any exercise of any or none of the remedies set out above will not prejudice the right of the Company or the General Partner to pursue any other available legal remedies against any Defaulting Shareholder. The Company shall have the right to set-off any of its obligation to pay any amount to the Defaulting Shareholder as a result of the exercise of any of its rights under Article 10.8 against any obligation of the Defaulting Shareholder owed to the Company (and in particular, but without limitation, its obligation to pay the amount set out under Article 10.7).

Art. 11. Redemption of Shares.

(a) Ordinary shares may be redeemed at the request of the shareholders on each Valuation Date, as further specified in the Offering Memorandum.

(b) Shares may be compulsorily redeemed at the initiative of the Company in accordance with, and in the circumstances set out under, these Articles and the Offering Memorandum. The General Partner may in particular decide to: redeem Shares, on a pro rata basis among shareholders in order to distribute (i) proceeds generated by an investment through returns on a pro rata basis among shareholders, and (ii) compulsorily redeem Shares: (x) held by a Restricted Person; (y) for the purpose of equalization between previous shareholders and subsequent shareholders (e.g., in case of admission of subsequent shareholders); (z) in case of liquidation or merger of Classes, in accordance with the provisions of these Articles; (zz) held by a defaulting shareholder in accordance with article 10(c) of these Articles and the terms of the Offering Memorandum; (zzz) for the purpose of the payment of fees and (zzzz) in all other circumstances, in accordance with the terms and conditions set out in the subscription agreement, shareholder's commitment, these Articles and the Offering Memorandum.

(c) Any such redemption will be made in accordance with the principles set forth in the Offering Memorandum.

(d) The Company shall have the right, if the General Partner so determines, to satisfy payment of the redemption price to any shareholder who agrees, in kind by allocating to the shareholder investments from the portfolio of assets of the Company equal to the value of the Shares to be redeemed. The nature and type of assets to be transferred in such case shall be determined on a fair and reasonable basis and without prejudicing the interests of the other shareholders of the Company and the valuation used shall be confirmed by a special report of the auditor of the Company. The costs of any such transfers shall be borne by the transferee.

Art. 12. Ownership restrictions.

12.1 The General Partner may restrict or prevent the ownership of Shares by any individual or entity:

- (a) if in the opinion of the General Partner such holding may be detrimental to the Company, or the other shareholders;
- (b) if it would cause (either individually or in conjunction with other shareholders in the same circumstances),
 - (i) the Company, the General Partner, the investment adviser (if any), or the shareholders as a whole, to suffer any tax, fiscal, legal, regulatory, pecuniary, financial or material administrative disadvantage which it or they would not otherwise have suffered;
 - (ii) the Company being subject to the U.S. Employee Retirement Income Security Act of 1974, as amended; or
 - (iii) the Company being required to register its Shares under the laws of any jurisdiction other than Luxembourg (including, without limitation, the 1933 Act or the 1940 Act);
- (c) if it may result in a breach of any law or regulation applicable to the relevant individual or legal entity itself, the Company, the General Partner, whether Luxembourg Act or other law; and in particular if a relevant shareholder does not qualify as a Well-Informed Investor (subject to further restrictions in relation to a) or has lost such qualification for whatever reason; or

(such individual or legal entities are to be determined by the General Partner and defined herein as "Restricted Persons". A person or entity that does not qualify as a Well-Informed Investor shall be regarded as a Restricted Person.

12.2 For such purposes the Company may:

- (a) decline to issue any Shares and decline to register any Transfer of Share/undrawn commitment, where such registration or Transfer would result in legal or beneficial ownership of such Shares or undrawn commitment by a Restricted Person; and
- (b) at any time require any person whose name is entered in the share register or of (undrawn) commitments or who seeks to register a Transfer in the share register or of (undrawn) commitments to deliver to the Company any information, supported by affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not beneficial ownership of such shareholder's Shares/ (undrawn) commitment rests with a Restricted Person, or whether such registration will result in beneficial ownership of such Shares/ (undrawn) commitment by a Restricted Person.

12.3 If it appears that a shareholder is a Restricted Person, the General Partner is entitled to, in its absolute discretion:

- (a) decline to accept the vote of the Restricted Person at the General Meeting and disregard its vote on any matter requiring the Company's consent; and/or
- (b) retain all dividends paid or other sums distributed with regard to the Shares held by the Restricted Person; and/or
- (c) instruct the Restricted Person to sell his/her/its Shares and to demonstrate to the General Partner that this sale was made within thirty (30) calendar days of the sending of the relevant notice, subject each time to the applicable restrictions on transfer as set out in Article 9; and/or

(d) reduce or terminate the Restricted Person's undrawn commitment; and/or

(e) compulsorily redeem all shares held by the Restricted Person at a price based on the lesser of (i) the latest available NAV of the Shares at the date on which the General Partner becomes aware that the relevant shareholder is a Restricted Person (the moment of consideration being irrelevant if the NAV is equal to zero or negative) and (ii) the aggregate capital contribution of the Restricted Person, less a penalty fee equal to, in the absolute discretion of the General Partner, either (i) 30 % of the applicable price or (ii) the costs incurred by the Company as a result of the holding of Shares by the Restricted Person (including all costs linked to the compulsory redemption).

Art. 13. Determination of the Net Asset Value. The Company's net asset value ("NAV") will be calculated by the Central Administration Agent (as defined under the Offering Memorandum) under the responsibility of the Board of the General Partner and in accordance with Luxembourg law and these Articles, subject to any equalization or the issue of separate series of shares (if any), required to ensure that the Shareholders are treated fairly. The NAV of each class of shares is determined at least four times a year. The reference currency (in relation to each Class, the currency in which the NAV of such Class is calculated, the "Reference Currency") of the Company is the EUR.

13.1 Calculation of the NAV:

(a) The NAV of each Class shall be calculated in the Reference Currency of that Class in good faith in Luxembourg on each valuation date as stipulated in the Offering Memorandum or by decision of the General Partner (the "Valuation Date").

(b) The Central Administration Agent (as defined in the Offering Memorandum) shall calculate the NAV per Class of Shares: each Class participates in the Company according to the portfolio and distribution entitlements attributable to each such Class. The value of the total portfolio and distribution entitlements attributed to a particular Class on a given Valuation Date adjusted with the liabilities relating to that Class on that Valuation Date represents the total NAV attributable to that Class on that Valuation Date. The assets of all Classes will be commonly invested within the Company but subject to different fee structures, distribution, marketing targets, currency or other specific features as it is stipulated. A separate NAV per class of share, which may differ as a consequence of these variable factors, will be calculated for each Class as follows: the NAV of that Class on that Valuation Date divided by the total number of Shares of that Class then outstanding on that Valuation Date.

(c) For the purpose of calculating the NAV per Class, the NAV shall be determined by calculating the aggregate of:

(i) the value of all assets of the Company in accordance with the provisions of these Articles and the Offering Memorandum; less

(ii) all the liabilities of the Company which are allocated to the relevant Class in accordance with the provisions of these Articles, and all fees attributable to the relevant Class, which have accrued but are unpaid on the relevant Valuation Date.

(d) The total net assets of the Company will result from the difference between the gross assets (including the market value of investments owned by the Company (the "Investments") and the liabilities of the Company based on a consolidated view, provided that:

(i) the equity or liability interests attributable to the shareholders derived from these financial statements will be adjusted to take into account the fair (i.e. discounted) value of deferred tax liabilities as determined by the Company in accordance with its internal rules;

(ii) the acquisition costs for Investments shall be expensed in full when they are incurred; and

(iii) the set-up costs for the Company shall be paid by the Company and shall be amortized over a period of five (5) years rather than expensed in full when they are incurred.

(e) The value of the assets of the Company will be determined as follows:

(i) any transferable security and any money market instrument negotiated or listed on a stock exchange or any other organized market will be valued on the basis of the last known price, unless this price is not representative, in which case the value of such an asset will be determined on the basis of its fair value by the Central Administration Agent according to its established procedures and reviewed by the General Partner;

(ii) the value of assets dealt in any other regulated market is based on their last available price;

(iii) in the event that the assets are not listed or dealt with in on any stock exchange or any other regulated market as aforesaid, and the price is determined pursuant to the two before sub-paragraphs is not representative of the fair market value of the relevant assets, the value of such assets will be based on reasonably foreseeable sales price determined prudently and by the Central Administration Agent according to its established procedures and reviewed by the General Partner;

units or shares of open-ended UCIs will be valued on the basis of the latest net asset value determined according to the provisions of the particular memoranda of the relevant UCI or, their latest unofficial net asset values (i.e. estimates of net asset values which are not generally used for the purposes of subscription and redemption of which may be provided by a pricing source - including the investment manager of the underlying UCI - other than the administrative agent of the underlying UCI) if more recent than their official net asset values. The net asset value calculated on the basis of unofficial net asset value as may differ from the net asset value which would have been calculated, on the relevant valuation date, on the basis of the official net asset values determined by the administrative agents of the UCIs. However, such net asset value is final and binding notwithstanding any different later determination. In case of the occurrence of an evaluation event that is not reflected in the latest available net asset value of such shares of units issued by such UCIs, the valuation of the shares or units may be estimated with prudence and in good faith in accordance with procedures established by the Central

Administration Agent and reviewed by the General Partner to take into account this evaluation event. The following events qualify as evaluation events (without limitation): capital calls, distributions or redemptions by the UCIs or one of its underlying investments as well as any material events or developments affecting either the underlying instruments or the UCIs themselves.

(iv) the value of any cash on hand or on deposit, bills and demand notes and accounts, receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid, and not yet received shall be deemed to be the full amount thereof, unless it is unlikely to be received in which case the value thereof shall be arrived at after making such discount as the Central Administration Agent may consider appropriate in such case to reflect the true value thereof and as reviewed by the General Partner.

(f) The General Partner, in its discretion and in compliance with Luxembourg Law, may permit some other method of valuation to be used if it considers that such valuation better reflects the fair value of any asset or liability of the Company. This method will then be applied in a consistent way. The Central Administration Agent (as defined in the Offering Memorandum) can rely on such deviations as approved by the General Partner for the purpose of the NAV calculation.

(g) The value of all assets and liabilities not expressed in the Reference Currency of a Class will be converted as at the Valuation Date into the Reference Currency of such Class at rates last quoted by any major bank. If such quotations are not available, the rate of exchange will be determined by the Central Administration Agent according to its established procedures and reviewed by the General Partner.

13.2 For the avoidance of doubt, these provisions are rules for determining the NAV per Share and are not intended to affect the treatment for accounting or legal purposes of the assets and liabilities of the Company or any Shares issued by the Company.

13.3 For the purpose of this Section 13,

(a) Shares to be issued by the Company shall be treated as being in issue as from the time specified by the General Partner on the Valuation Date with respect to which such valuation is made and from such time and until received by the Company the price therefore shall be deemed to be an asset of the Company;

(b) Shares of the Company to be redeemed (if any) shall be treated as existing and taken into account until the date fixed for redemption, and from such time and until paid by the Company the price therefore shall be deemed to be a liability of the Company;

(c) where on any Valuation Date the Company has contracted to:

(i) purchase any asset, the value of the consideration to be paid for such asset shall be shown as a liability of the Company and the value of the asset to be acquired shall be shown as an asset of the Company;

(ii) sell any asset, the value of the consideration to be received for such asset shall be shown as an asset of the Company and the asset to be delivered by the Company shall not be included in the assets of the Company;

provided, however, that if the exact value or nature of such consideration or such asset is not known on such Valuation Date, then its value shall be estimated by the General Partner.

13.4 Allocation of assets and liabilities:

The assets and liabilities of the Company shall be allocated as follows:

in the case where any asset or liability of the Company cannot be considered as being attributable to a particular Class, such asset or liability shall be allocated to all the Classes pro rata to their respective NAVs or in such other manner as determined by the General Partner acting in good faith, provided that (i) where assets of several Classes are held in one account and/or are co-managed as a segregated pool of assets by an agent of the General Partner, the respective right of each Class shall correspond to the prorated portion resulting from the contribution of the relevant Class to the relevant account or pool, and (ii) such right shall vary in accordance with the contributions and withdrawals made for the account of the Class, as described in the Offering Memorandum, and finally (iii) all liabilities, whatever Class they are attributable to, shall, unless otherwise agreed upon with the creditors, be binding upon the Company as a whole;

13.5 General rules:

(a) all valuation regulations and determinations shall be interpreted and made in accordance with Luxembourg Law;

(b) for the avoidance of doubt, the provisions of this Section 13 are rules for determining the NAV per Share and are not intended to affect the treatment for accounting or legal purposes of the assets and liabilities of the Company or any Shares issued by the Company;

(c) the NAV as of any Valuation Date per Share Class may be obtained during business hours at the registered office of the Company and at the offices of the Central Administration Agent (as defined in the Offering Memorandum). The Company may arrange for the publication of this information in the Reference Currency of each Class and any other currency at the discretion of the General Partner in leading financial newspapers or any other appropriate media that is currently used in market. The Company cannot accept any responsibility for any error or delay in publication or for non-publication of prices;

(d) claims of the Company against the shareholders in respect of undrawn commitments (as defined in the Offering Memorandum) shall not be taken into account for the purpose of the calculation of the NAV.

Art. 14. Temporary suspension of calculation of the NAV and/or of subscription, redemption and conversion.

14.1 The Company may at any time and from time to time suspend the determination of the NAV of Shares of the Company and/or the issue of Shares to subscribers and/or the redemption of Shares to its shareholders and/or the conversion of Shares:

(a) when one or more stock exchanges or markets, which provide the basis for valuing a substantial portion of the assets of Company, or when one or more foreign exchange markets in the currency in which a substantial portion of the assets of the Company are denominated, are closed otherwise than for ordinary holidays or if dealings therein are restricted or suspended;

(b) when, as a result of political, economic, military or monetary events or any circumstances outside the responsibility and the control of the General Partner, disposal of the assets of the Company is not reasonably or normally practicable without being seriously detrimental to the interests of the shareholders;

(c) in the case of a breakdown in the normal means of communication used for the valuation of any investment of the Company or if, for any reason outside of the responsibility and control of the General Partner, the value of any asset of the Company may not be determined as rapidly and accurately as required;

(d) if, as a result of exchange restrictions or other restrictions affecting the transfer of Company's transactions on behalf of the Company are rendered impracticable or if purchases and sales of the Company's assets cannot be effected at normal rates of exchange;

(e) when for any other reason, the prices of any investments of the Company cannot be promptly or accurately determined;

(f) upon the publication of a notice convening a general meeting of the shareholders of the Company for the purpose of winding-up the Company;

(g) when the suspension is required by law or legal process; and/or

(h) when for any reason the General Partner determines that such suspension is in the best interests of shareholders.

14.2 Any such suspension may be notified by the Company in such manner as it may deem appropriate to the persons likely to be affected thereby. The Company shall notify shareholders requesting redemption or conversion of their Shares of such suspension.

Art. 15. General Partner.

(a) The Company shall be managed by Pure Value Capital Partners S.A., a public limited liability company (société anonyme), having its registered office at 37, rue d'Anvers, L-1130 Luxembourg, in course of registration in the Luxembourg Trade and Company register, incorporated and existing under the laws of Luxembourg as managing general partner (associé-gérant-commandité), herein referred to as the "General Partner".

(b) The General Partner shall not sell, assign, transfer, grant a participation in, pledge, hypothecate, encumber or otherwise dispose of (each, a "Transfer") all or any part of its Management Share or voluntarily withdraw as the general partner of the Company unless required to do so under regulatory and/or statutory provisions. If, by result of regulatory or statutory provisions, the General Partner is compelled to resign, the General Partner shall provide, if lawfully authorized to do so, at least six months prior notice to the shareholders and call an extraordinary general meeting without delay for the purpose of voting on the liquidation of the Company or the appointment of another general partner in accordance with applicable law and these Articles.

(c) The General Partner may be removed by a majority of 100% (hundred percent) of the votes cast at a general meeting of shareholders where at least 66% (sixty six percent) of the voting rights are represented. No consent of the General Partner is required for such shareholders' resolution.

(d) Upon the removal of the General Partner, a new managing general partner (associé-gérant-commandité) of the Company shall be appointed by the shareholders in a general meeting of shareholders with the majority requirements set out in the Articles, which shall substitute, subject to the prior approval of the CSSF, the General Partner as managing general partner (associé-gérant-commandité) of the Company by the accomplishment of any relevant and appropriate formalities, and which shall assume the General Partner's obligations as managing general partner of the Company.

(e) In case of liquidation of the General Partner, the Company will not be terminated automatically. A new general partner shall then be appointed according the before section.

Art. 16. Powers of the General Partner. The General Partner is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition within the purpose of the Company.

All powers not expressly reserved by law or by the present articles of incorporation to the general meeting of shareholders are within the powers of the General Partner.

In the event that there is a blocking situation at the level of the General Partner concerning the management of the affairs of the Company, that cannot be solved internally, the General Partner shall make the necessary arrangements to convene a general meeting of shareholders of the Company to deal with the issue at stake. The decision of the general meeting of shareholders shall be binding on the General Partner which will make all necessary arrangements to implement this decision without delay.

The General Partner may appoint investment advisors and managers, as well as any other management or administrative agents. The General Partner may enter into agreements with such persons or companies for the provision of their services, the delegation of powers to them, and the determination of their remuneration to be borne by the Company.

Art. 17. Signatory Authority. Toward third parties, the Company is validly bound by the signature of the General Partner or by the signature(s) of any other person(s) to whom authority has been delegated by the General Partner, except that such authority may not be conferred to a limited partner (associé commanditaire) of the Company.

Art. 18. Indemnification of the General Partner. The General Partner, its managers, officers, directors, direct and indirect shareholders, members, agents, partners and employees of each of the foregoing are under circumstances to be defined by the Company's Offering Memorandum entitled to be indemnified against all liabilities, costs or expenses, damages, losses, suits, proceedings and actions, whether judicial, administrative, investigative or otherwise, that may be incurred by such person in connection with, or relating to, or resulting from, the person being or having acted in one of the above mentioned functions.

Art. 19. Conflict of Interests. No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that the General Partner or any one or more of the directors or officers of the General Partner is interested in, or is a director, associate, officer or employee of, such other company or firm. Any director or officer of the General Partner who serves as a director, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

Art. 20. Depositary. The Company shall enter into a depositary or custodian bank agreement with a bank or savings institution which shall satisfy the requirements of the 2007 Act (the "Depositary") who shall assume towards the Company and its shareholders the responsibilities provided by the 2007 Act.

In the event of the termination of the Depositary bank agreement, the General Partner shall within two months appoint another financial institution to act as depositary and upon doing so the Board shall appoint such institution to be depositary in place of the retiring Depositary. The General Partner shall have power to terminate the appointment of the Depositary but shall not remove the Depositary unless and until a successor depositary shall have been appointed in accordance with this provision to act in place thereof.

Art. 21. General Meeting of Shareholders. The annual General Meeting shall be held within six (6) months after the end of the Financial Year for the first time in 2017. The annual General Meeting will be held each year on each second Thursday of June at 2:00 p.m. CET at the registered office of the Company or such other place as specified in the notice in relation to such meeting. If such day is not a day on which banks are generally open for business in Luxembourg ("Business Day"), the General Meeting will be held on the following Business Day.

Other General Meetings may be held at such place and time as may be specified in the respective convening notices of that General Meeting.

Notices for each General Meeting will be sent to the shareholders by registered mail or courier at least eight (8) calendar days prior to the relevant General Meeting at their addresses set out in the share register. Such notices will include the agenda and specify the time and place of the meeting and the conditions of admission and will refer to the requirements under Luxembourg law with regard to the necessary quorum and majorities required for the relevant General Meeting. If all shareholders meet and declare having had notice of the General Meeting or waiving the notice, the General Meeting may be validly held despite the accomplishment of the afore set formalities. The requirements as to attendance, quorum and majorities at all General Meetings are those set out in the 1915 Act and the Articles.

Except as otherwise required by the 1915 Act or as otherwise provided in the Articles, resolutions at a duly convened General Meeting will be passed by a simple majority of those present or represented and voting provided that no resolution of the General Meeting with a view to take a decision affecting the interests of the Company vis-à-vis third parties or to amend the Articles may be taken without the affirmative vote of the Board.

Art. 22. Financial Year. The Company's financial year commences begin on 1 January and terminate on 31 December of each year, except for the first Financial Year which started on the date of incorporation of the Company and will end on 31 December 2016.

Art. 23. Annual Report and auditor. The Company shall publish an annual report within a period of six (6) months as of the end of the concerned Financial Year. The accounting information contained in the annual report of the Company shall be examined by an auditor (réviseur d'entreprises agréé) appointed by the general meeting and remunerated by the Company. The auditor shall fulfill all duties prescribed by the 2007 Act.

Art. 24. Distributions. The General Partner Share does not carry any right to dividends or distribution other than the Management Fee or Performance Fee respectively as determined in relevant section of the Offering Memorandum.

The right to distribution with respect to other Classes of Shares are determined by the General Partner and further described in the Offering Memorandum.

Art. 25. Dissolution and Liquidation of the Company. The Company may at any time be dissolved by a resolution taken by the general meeting subject to the quorum and majority requirements for the amendment of the articles of incorporation, and the consent of the General Partner.

In the event of a voluntary liquidation, the Company shall, upon its dissolution, be deemed to continue to exist for the purposes of liquidation. The operations of the Company shall be conducted by one or several liquidators, who, after having been approved by the responsible supervisory authorities, shall be appointed by a general meeting, which shall determine their powers and compensation.

Should the Company be voluntarily liquidated, then its liquidation will be carried out in accordance with the provisions of Luxembourg law. The liquidation report of the liquidators will be audited by the independent auditor.

The issue of new Shares by the Company shall cease on the date of publication of the notice of the General Meeting, to which the dissolution and liquidation of the Company shall be proposed. The proceeds of the liquidation of the Company, net of all liquidation expenses, shall be distributed by the liquidators among the shareholders in each Class of Shares in accordance with their respective rights. The amounts not claimed by shareholders at the end of the liquidation process shall be deposited, in accordance with Luxembourg law, with the Caisse de Consignation in Luxembourg until the statutory limitation period has lapsed.

Art. 26. Termination of Classes. In the event that for any reason the value of the total net assets of any Class of Shares has decreased to, or has not reached, an amount determined by the General Partner or its delegate to be the minimum level for such Class of Shares, to be operated in an economically efficient manner or in case of a substantial modification in the political, economic or monetary situation or as a matter of economic rationalization, the Board may decide to redeem all the Shares of the relevant Class or Classes at the NAV per Share calculated on the Valuation Date at which such decision shall take effect. The Company shall serve a notice to the shareholders of the relevant Class or Classes of Shares prior to the effective date for the compulsory redemption, which will indicate the reasons for, and the procedure of, the redemption operations. Registered shareholders shall be notified in writing.

Any request for subscription shall be suspended as from the moment of the announcement of the termination, the merger or the transfer of the relevant class of share.

Assets which may not be distributed to their owners upon the implementation of the redemption will be deposited with the Depositary for a period of six (6) months thereafter; after such period, the assets will be deposited with the Caisse de Consignation in Luxembourg on behalf of the persons entitled thereto.

Art. 27. Applicable Law. All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the 1915 Act and the 2007 Act as such laws have been or may be amended from time to time.

Subscription and Payment

The capital has been subscribed as follows:

Name of subscriber	Number of subscribed shares
1. Pure Value Capital Partners S.A.	1 (one) General Partner Share
2. Steven DE KLERCK	15 (fifteen) ordinary Shares
3. Christophe DE WIT	15 (fifteen) ordinary Shares

Upon incorporation, the General Partner Share and all ordinary Shares were fully paid-up in cash by the payment of the amount of thirty-one thousand euro (EUR 31.000,-), as it has been justified to the undersigned notary.

Transitional dispositions

The first financial year shall begin on the date of incorporation of the Company and shall end on 31 December 2016.

The first general annual meeting of Shareholders shall be held in 2017.

The first annual report of the Company will be dated 31 December 2016.

Statements

The notary drawing up the present deed declares that the conditions set forth in Articles 26, 26-3 and 26-5 of the Law of August 10, 1915 on Commercial Companies, as amended, have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfillment.

Expenses

The expenses, costs, fees or charges in any form whatsoever as a result of the Company's incorporation are estimated at approximately EUR 2,400.- (two thousand four hundred euro).

Resolutions of the shareholders

Immediately after the incorporation of the Company, the above-named parties, representing the entire subscribed capital and considering themselves as duly convened, have immediately proceeded to an extraordinary general meeting. Having first verified that it was regularly constituted, the meeting took the following resolutions:

First resolution

The registered office of the Company shall be at 33 A, boulevard John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.

Second resolution

The independent auditor for the Company shall be Grant Thornton Lux Audit, with registered office at 89A, Pafebruch, L-8308 Capellen, registered with the R.C.S. Luxembourg under number B 183.652. The term of office of the independent auditor shall be for the first financial year and shall be renewed by the annual general meeting of Shareholders approving the accounts as of 31 December 2016.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day first mentioned above.

The document having been read to the appearing parties, known to the notary by name, first name, civil status and residence, said parties signed together with the notary the present deed.

Signé: SAILER, ARRENSDORFF.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 15 janvier 2016. Relation: 1LAC/2016/1361. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): MOLLING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives

Luxembourg, le 7 mars 2016.

Référence de publication: 2016076066/584.

(160040584) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mars 2016.

Shaftesbury Real Estate Holdings 3 (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 23, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 204.395.

—
STATUTES

In the year two thousand and sixteen, on the twenty-ninth day of the month of February.

Before Maître Cosita DELVAUX, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

Shaftesbury Real Estate Partners 1, a société en commandite spéciale having its registered office at 23, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Registry under number B192425, represented by its manager, Shaftesbury Fund Management (Luxembourg) S.A., a société anonyme having its registered office at 23, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Registry under number B191107,

represented by Mrs Marine CAVALLASCA, professionally residing in 23, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, pursuant to a proxy dated 17 February 2016.

Said proxy, signed "ne varietur" by the proxyholder of the appearing party and the undersigned notary, shall remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Such appearing party, in the capacity in which it acts, has requested the notary to state as follows the articles of incorporation of a company which it forms:

Art. 1. Form, name. There is hereby established a company in the form of a "société anonyme", under the name of "Shaftesbury Real Estate Holdings 3 (Luxembourg) S.A." (the "Company").

Art. 2. Duration. The Company is established for an unlimited duration. The Company may be dissolved at any time by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of incorporation as prescribed in Article 18 hereof.

Art. 3. Object. The object of the Company shall be the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies and any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, control and development of its portfolio.

The Company may also carry out all transactions pertaining directly or indirectly to the acquisition of real estate, properties and real estate rights in Luxembourg and abroad as well as any participations in any real estate enterprise or undertaking in any form whatsoever, and the administration, management, control and development of those participations and assets.

The Company may further give guarantees, grant security interests, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company.

The Company may also acquire loans including at a discount, originate loans and lend funds under any form, advance money or give credit on any terms including without limitation resulting from any borrowings of the Company or from the issue of any equity or debt securities of any kind to any person or entity as it deems fit in relation to any real estate enterprise or undertaking. The Company may enter into swaps, futures, forwards, derivatives, options, repurchase, stock lending and similar transactions, and, without prejudice to the generality of the foregoing, employ any techniques and instruments in connection with its real estate activities. The Company may also enter into any guarantees, contracts of indemnities, security interests and any other equivalent agreements in order to receive the benefit of any guarantee and/or security interest granted in the context of such real estate activities. The Company may undertake any roles necessary in connection with such lending activity including, without limitation, the role of arranger, lead manager, facility agent, security agent, documentation agent. The Company shall not undertake such real estate lending or real estate loan acquisition activities in a way that would require it to be regulated pursuant to the Luxembourg act dated 5 April 1993 on the financial sector, as amended or any future act or regulation amending or replacing such act.

The Company can perform all commercial, technical and financial or other operations, connected directly or indirectly in all areas in order to facilitate the accomplishment of its purposes.

In particular, the Company will provide the companies within its portfolio with the services necessary to their administration, control and development. For that purpose, the Company may require and retain the assistance of other advisors.

Art. 4. Registered office. The registered office of the Company is established in Luxembourg-City. The registered office may be transferred within the municipality of Luxembourg by decision of the board of directors. Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by resolution of the board of directors.

In the event that the board of directors determines that extraordinary, political, economic, or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg Company.

Art. 5. Capital - Shares and share certificates. The issued capital of the Company is set at thirty-one thousand Euro (EUR 31,000.-) divided into thirty-one thousand (31,000) shares with a nominal value of one Euro (EUR 1.-) per share.

The authorised capital of the Company is fixed at five million Euro (EUR 5,000,000.-) consisting of additional four million nine hundred and sixty-nine thousand (4,969,000.-) shares, each with a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each.

Any authorised but unissued shares shall lapse five (5) years after publication in the Mémorial of the notarial deed recording the shareholders' resolution on the authorised capital.

The board of directors or delegate(s) duly appointed by it may from time to time issue shares out of the authorised share capital at such times and on such terms and conditions, including issue price, as the board of directors or its delegate(s) may in its or their discretion resolve.

The board of directors is authorised in accordance with Luxembourg law on commercial companies to withdraw or restrict such subscription rights. The preferential right to subscribe, if not waived, withdrawn or restricted as aforesaid, may be exercised within a period determined by the board of directors of the Company, which may not be less than thirty (30) days from the date of the subscription period, which shall be notified by registered letter. The preferential right to subscribe shall be transferable throughout the subscription period among shareholders.

A capital increase within the limits of the authorised capital shall be recorded by a notarial deed, at the request of the board of directors or its delegate(s) against presentation of the documents establishing the subscription and payments.

Shares will be in registered form.

The Company shall consider the person in whose name the shares are registered in the register of shareholders as the full owner of such shares.

Certificates stating such inscription may be delivered to the shareholders.

Transfers of shares shall be effected by an inscription of the register of shareholders of the Company upon delivery of the certificate or certificates issued in relation to the shares to the Company along with an instrument of transfer satisfactory to the Company or by written declarations of transfer inscribed in the register of shareholders, dated and signed by the transferor and transferee, or by persons holding suitable powers of attorney.

The Company may redeem its own shares within the limits set forth by law.

Art. 6. Increase and reduction of capital. The issued capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of incorporation, as prescribed in Article 18 hereof.

Art. 7. Meetings of shareholders - General. Any regularly constituted meeting of shareholders of the Company shall represent the entire body of shareholders of the Company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company. If and so long as the Company is composed of a single shareholder, the latter exercises the powers granted by law to the general meeting of shareholders.

The quorum and time required by law shall govern the notice for and conduct of the meetings of shareholders of the Company, unless otherwise provided herein.

Each share is entitled to one vote. A shareholder may act at any meeting of shareholders by appointing another person as his proxy in writing, by fax, cable, telegram, telex or, provided the genuineness thereof is established, electronic transmission.

Any shareholder may participate and vote in any meeting of shareholders by videoconference or by way of similar means of communications allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another and to communicate with one another. The participation in or the holding of, a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting or the holding of a meeting in person.

Except as otherwise required by law, resolutions at a meeting of shareholders duly convened will be passed by a simple majority of those present and voting.

The board of directors may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders for them to take part in any meeting of shareholders.

If all of the shareholders are present or represented at a meeting of shareholders, and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice or publication.

Art. 8. Annual general meeting of shareholders. The annual general meeting of shareholders shall be held in accordance with Luxembourg law at the registered office of the Company, or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting on the first business day following the 29 of January in each year at 12.00 p.m. (Luxembourg time) and for the first time in 2017.

If such day is not a bank business day in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next following bank business day. The annual general meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgement of the board of directors, exceptional circumstances so require.

Other meetings of shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

Art. 9. Board of directors. The Company shall be managed by a board of directors composed of three members at least who need not be shareholders of the Company.

The directors shall be elected by the general meeting of the shareholders for a period of maximum six years and shall hold office until their successors are elected. The directors shall be eligible for re-election.

Any director may be removed with or without cause and replaced at any time by resolution adopted by the general meeting of the shareholders.

In the event of a vacancy in the office of director because of death, retirement or otherwise, the remaining directors may elect, by majority vote, a director to fill such vacancy until the next meeting of shareholders.

Art. 10. Procedures of meeting of the board. The board of directors will choose from among its members a chairman, and may choose from among its members a vice-chairman. It may also choose a secretary, who need not be a director, who shall be responsible for keeping the minutes of the meeting of the board of directors and of the shareholders.

The board of directors shall meet upon call by the chairman or two directors at the place indicated in the notice of meeting.

The chairman shall preside at all meetings of shareholders and the board of directors, but in his absence the shareholders or the board of directors may appoint another chairman pro tempore by vote of the majority present at any such meeting.

Written notice of any meeting of the board of directors shall be given to all directors at least twenty-four hours in advance of the hour set for such meeting, except in circumstances of emergency in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of meetings. This notice may be waived by the consent in writing or by fax or telegram or telex or, provided the genuineness thereof is established, electronic transmission, of each director. Separate notice shall not be required for meetings at which all the directors are present or represented and have declared that they had prior knowledge of the agenda as well as for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the board of directors.

Any director may act at any meeting of the board of directors by appointing in writing or by fax, cable, telegram, telex or, provided the genuineness thereof is established, electronic transmission, another director as his proxy. One director may represent one or more directors.

The board of directors can deliberate or act validly only if at least a majority of the directors is present or represented at a meeting of the board of directors.

Decision shall be taken by a majority of the votes of the directors present or represented at such meeting.

Any director may participate in any meeting of the board of directors by conference-call or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another and to communicate with one another. A meeting may also be held by conference call only. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting.

The board of directors may, unanimously, pass resolutions on one or several similar documents by circular means when expressing its approval in writing, by cable, telegram, telex or facsimile or any other similar means of communications. The entirety will form the minutes giving evidence of the resolution.

In the event that any director or officer of the Company may have any personal interest in any transaction of the Company (other than that arising by virtue of serving as a director, officer or employee in the other contracting party), such director or officer shall make known to the board of directors such personal interest and shall not consider, or vote on such transactions, and such director's or officer's interest therein shall be reported to the next succeeding meeting of shareholders. This paragraph does not apply where the decision of the board of directors relates to current operations entered into under normal conditions.

Art. 11. Minutes of meetings of the board. The minutes of any meeting of the board of directors shall be signed by the chairman or, in his absence, by the chairman pro tempore who presided at such meeting or two directors.

Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman, by the secretary or by two directors.

Art. 12. Powers of the board. The board of directors is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the Company's interests. All powers not expressly reserved by law or by the present articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the board of directors.

The board of directors may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company and the representation of the Company for such management and affairs to any member or members of the board who may constitute committees deliberating under such terms as the board shall determine.

It may also confer all powers and special mandates to any persons who need not be directors, appoint and dismiss all officers and employees and fix their emoluments.

Art. 13. Binding signatures. The Company will be bound by the joint signature of any two directors of the Company or by the joint or single signature of any person or persons to whom such signatory power shall have been delegated by the board of directors.

Art. 14. Statutory Auditor. The operations of the Company shall be supervised by a statutory auditor who need not be a shareholder. The statutory auditor shall be elected by the annual general meeting of shareholders.

The statutory auditor in office may be removed at any time by the shareholders with or without cause.

Art. 15. Accounting year. The accounting year of the Company shall begin on the first day of September of each year and shall terminate on the last day of August of the following year, with the exception of the first accounting year, which shall begin on the date of the formation of the Company and shall terminate on the 31st August 2016.

Art. 16. Appropriation of profits. From the annual net profits of the Company, five per cent (5 %) shall be allocated to the reserve required by law. This allocation shall cease to be required as soon and as long as such surplus reserve amounts to ten per cent (10 %) of the subscribed capital of the Company.

The general meeting of shareholders, upon recommendation of the board of directors, shall determine how the remainder of the annual net profits shall be disposed of and may, without ever exceeding the amounts proposed by the board of directors, declare dividends from time to time.

Interim dividends may be distributed, subject to the conditions laid down by law, upon decision of the board of directors.

The dividends declared may be paid in any currency selected by the board of directors and may be paid at such places and times as may be determined by the board of directors.

The board of directors may make a final determination of the rate of exchange applicable to translate dividend funds into the currency of their payment.

A dividend declared but not paid on a share during five years cannot thereafter be claimed by the holder of such share, shall be forfeited by the holder of such share, and shall revert to the Company.

No interest will be paid on dividends declared and unclaimed which are held by the Company on behalf of holders of shares.

Art. 17. Dissolution and liquidation. In the event of a dissolution of the Company, liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) named by the meeting of shareholders effecting such dissolution and which shall determine their powers and their compensation.

Art. 18. Amendment of Articles. These Articles may be amended from time to time by a meeting of shareholders, subject to the quorum and voting requirements provided by the laws of Luxembourg.

Art. 19. Governing law. All matters not governed by these articles of incorporation shall be determined in accordance with the law of August tenth, nineteen hundred and fifteen on Commercial Companies as amended.

Art. 20. Sole Shareholder. If, and as long as one shareholder holds all the shares in the Company, the Company shall exist as a single sole shareholder Company and the single shareholder shall exercise the powers reserved to the general meetings.

Transitory dispositions

The first financial year begins on the date of incorporation of the company and ends on August 31, 2016.

Subscription

The shares have been subscribed as follows:

Subscriber	Number of shares subscribed	Payment
Shaftesbury Real Estate Partners 1	31,000	EUR 31,000
Total:	31,000	EUR 31,000

All the shares have been entirely paid up in cash, so that the company has now at its disposal the sum of thirty-one thousand Euro (EUR 31,000.-) as was certified to the notary executing this deed.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately EUR 1,500.-.

Statements

The undersigned notary acknowledges that the conditions required by article 26 of the law of tenth August nineteen hundred and fifteen on commercial companies have been observed.

Extraordinary general meeting

The above named party, representing the entire subscribed capital and considering itself as having received due notice, has immediately proceeded to an extraordinary general meeting.

Having first verified that it was regularly constituted, it has passed the following resolutions.

First resolution

The following persons are appointed directors for a term ending at the annual general meeting to be held in 2022:

Name	Address	Title	Date of birth	City and country of birth
Sylviane BOUYER	23, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg)	Director of companies	9 th May 1957	Viroflay (France)
Michaël AZOULAY	23, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg)	Director of companies	9 th May 1975	Vaulx-en-Velin (France)
Sébastien LE BRAS	4, cours de Rive, CH-1204 Geneva (Switzerland)	Director of companies	3 th January 1978	Saint-Malo (France)

Second resolution

Has been appointed supervisory auditor (commissaire aux comptes) until the annual general meeting to be held in 2022: MAZARS LUXEMBOURG with registered office at 10A, rue Henri M. Schnadt, L-2530 Luxembourg, registered with the Register of Trade and Companies of Luxembourg under number B159962.

Third resolution

The registered office is fixed at 23, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg).

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing persons, all of whom are known to the notary, by their surnames, first names, civil status and residences, the said persons appearing signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille seize, le vingt-neuvième jour du mois de février.

Par-devant Maître Cosita DELVAUX, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

Shaftesbury Real Estate Partners 1, une société en commandite spéciale ayant son siège social au 23, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B192425, représentée par son gérant, Shaftesbury Fund Management (Luxembourg) S.A., une société anonyme ayant son siège social au 23, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B191107,

représentée par [Madame Marine CAVALLASCA, résidant professionnellement au 23, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, en vertu d'une procuration datée 17 février 2016.

La prédite procuration, signée "ne varietur" par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée aux présentes avec lesquelles elle sera soumise à la formalité de l'enregistrement.

La partie comparante, agissant ès-qualités, a demandé au notaire d'acter comme suit les statuts d'une société qu'elle forme:

Art. 1^{er}. Forme, dénomination. Il est par la présente établi une société anonyme sous la dénomination de «Shaftesbury Real Estate Holdings 3 (Luxembourg) S.A.» (la «Société»).

Art. 2. Durée. La Société est établie pour une durée illimitée. La Société peut être dissoute à tout moment par décision des actionnaires statuant de la manière requise pour la modification des présents statuts, conformément à l'Article 18 ci-après.

Art. 3. Objet. L'objet de la Société est la détention de participations, sous toute forme, au sein de sociétés luxembourgeoises et étrangères et tout autre forme d'investissement, acquisition par achat, souscription, ou de toute autre manière ainsi que le transfert par vente, échange ou autre de titre en tout genre et l'administration, le contrôle et le développement de son portefeuille.

La Société peut aussi effectuer toute transaction directement ou indirectement liée à l'acquisition d'immobilier, propriétés et droits immobiliers au Luxembourg et à l'étranger, ainsi que toute participation au sein d'entreprises et entités immobilières de toute forme et l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations et actifs.

La Société peut fournir des garanties, accorder des droits de sûretés, des prêts ou autrement assister les sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte ou lesquelles font partie du même groupe de sociétés que la Société.

La Société peut aussi acquérir des prêts y compris à escompte, créer des prêts et prêter des fonds sous toute forme, avancer des fonds ou fournir un crédit selon tout terme y compris, de manière non exhaustive, résultant de tout emprunt souscrit par la Société ou d'une émission de capital ou de titres de dette en tout genre envers toute personne ou entité tel que la Société l'estimera approprié au regard de toute entreprise immobilière. La Société peut aussi souscrire à des contrats d'échange, contrats à terme, instruments dérivés, options, rachats, prêts de titres et toute autre transaction similaire, et, sans préjudice à l'égard de la généralité des termes ci-dessus, employer toute technique et tout instrument en relation avec ses activités immobilières. La Société peut aussi souscrire à toute garantie, tout contrat d'indemnités, tout droit de sûreté et tout autre accord équivalent afin de percevoir le profit de toute garantie et/ou droit de sûreté accordé dans le contexte de telles activités immobilières. La Société peut entreprendre tout rôle nécessaire en relation avec de telles activités de prêts y compris, de manière non exhaustive, le rôle d'arrangeur, lead manager, agent de crédit, agent de sûretés, agent de documentation. La Société ne peut pas entreprendre d'activités de prêteur immobilier ou d'acquisition de prêts immobiliers qui nécessiteraient que la Société soit régie en vertu de la loi du 5 avril 1993 sur le secteur financier, telle que modifiée ou toute autre loi ou règlement modifiant ou remplaçant cette loi.

La Société peut directement ou indirectement exercer toute opération commerciale, technique et financière ou autre dans tout domaine afin de faciliter l'accomplissement de son objet social.

En particulier, la Société fournira aux sociétés de son portefeuille les services nécessaires à leur administration, contrôle et développement. Aux fins de cet objectif, la Société peut réclamer et retenir l'assistance d'autres conseillers.

Art. 4. Siège social. Le siège social de la Société est établi dans la Ville de Luxembourg. Le siège social peut être transféré à l'intérieur de la commune de Luxembourg par décision du conseil d'administration. Il peut être créé, par décision du conseil d'administration, des succursales ou autres bureaux tant dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Au cas où le conseil d'administration estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée avec ce siège ou de ce siège avec l'étranger se sont produits ou sont imminents, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera une société luxembourgeoise.

Art. 5. Capital - actions et certificats. Le capital émis de la Société est fixé à trente-et-un mille Euro (EUR 31.000) représenté par trente-et-une mille (31.000) actions d'une valeur nominale de un Euro (EUR 1), par action.

Le capital autorisé de la Société est fixé à cinq millions d'euros (EUR 5.000.000) consistant en quatre millions neuf cent soixante-neuf mille (4.969.000) actions supplémentaires, chacune d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1). Toutes les actions autorisées mais non émises expirent cinq (5) ans après la publication au Mémorial de l'acte notarié constatant la résolution des actionnaires sur le capital autorisé.

Le conseil d'administration ou le(s) délégué(s) dûment nommé(s) par lui peut émettre de temps en temps des actions à partir de ce capital social autorisé, aux moments, et selon les termes et conditions, y compris le prix d'émission, que le conseil d'administration ou son (ses) délégué(s) pourra (pourront) décider de manière discrétionnaire. Le conseil d'administration est autorisé, en accord avec la législation luxembourgeoise applicable aux sociétés commerciales, à supprimer ou limiter ces droits de souscription préférentiels. Le droit préférentiel à souscrire, s'il n'y est pas renoncé, ou s'il n'est pas supprimé ou limité comme indiqué ci-dessus, peut être exercé pendant une période déterminée par le conseil d'administration de la Société, qui ne peut être inférieure à trente (30) jours à partir de la date d'ouverture de la période de souscription, qui doit être notifiée par lettre recommandée. Le droit de souscription préférentiel est transférable pendant toute la période de souscription entre actionnaires.

Une augmentation de capital dans les limites du capital autorisé doit être enregistrée par acte notarié, à la demande du conseil d'administration ou de son (ses) délégué(s) sur présentation des documents établissant la souscription et le paiement.

Les actions seront émises sous forme nominative.

La Société considérera la personne au nom de laquelle les actions sont inscrites dans le registre des actionnaires comme le véritable propriétaire de ces actions.

Des certificats confirmant ces inscriptions peuvent être remis aux actionnaires.

Les transferts d'actions se feront par une inscription au registre des actionnaires de la Société sur la délivrance d'un certificat ou de certificats émis en relation avec les actions à la Société accompagné d'un instrument de transfert satisfaisant pour la Société ou par des déclarations écrites de transfert inscrites au registre des actionnaires, datées et signées par le cédant et le cessionnaire ou par leurs fondés de pouvoir.

La Société peut racheter ses propres actions dans les limites prévues par la loi.

Art. 6. Augmentation et réduction du capital. Le capital émis de la Société peut être augmenté ou réduit par décision des actionnaires statuant dans les formes et selon les conditions requises en matière de modification des présents statuts, conformément à l'Article 18 ci-après.

Art. 7. Assemblées des actionnaires - généralités. Toute assemblée des actionnaires de la Société régulièrement constituée représente tous les actionnaires de la Société. Elle disposera des pouvoirs les plus étendus pour ordonner, mettre en oeuvre ou ratifier des actes en rapport avec les opérations de la Société. Lorsque, et tant que, la Société compte un seul actionnaire, ce dernier exerce les pouvoirs dévolus par la loi à l'assemblée générale des actionnaires.

Le quorum et le délai de convocation prévus par la loi régiront la convocation aux assemblées des actionnaires de la Société ainsi que leur déroulement, sous réserve de dispositions contraires des présents statuts.

Chaque action a droit à une voix. Tout actionnaire pourra agir à toute assemblée des actionnaires en déléguant une autre personne comme son représentant par écrit, télécopie, télégramme, télex ou, à condition que l'authenticité puisse en être établie, transmission électronique.

Tout actionnaire peut participer et voter à toute assemblée des actionnaires par visioconférence ou par un moyen de communication similaire permettant à toutes les personnes participant à l'assemblée de s'entendre les unes les autres et de communiquer entre elles. La participation à, ou la tenue, d'une assemblée par ces moyens de communication équivaut à la participation en personne à une telle assemblée ou à la tenue d'une assemblée en personne.

Sauf disposition légale contraire, les résolutions prises aux assemblées des actionnaires dûment convoquées seront adoptées à la majorité simple des présents et votants.

Le conseil d'administration pourra fixer toute autre condition que doivent remplir les actionnaires pour participer à une assemblée des actionnaires.

Si tous les actionnaires sont présents ou représentés à une assemblée des actionnaires et s'ils déclarent avoir été informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'assemblée pourra être tenue sans convocation ou publication préalables.

Art. 8. Assemblée générale annuelle des actionnaires. L'assemblée générale annuelle des actionnaires se tiendra conformément à la loi luxembourgeoise au siège social de la Société ou à tout autre endroit à Luxembourg, qui sera fixé dans l'avis de convocation, le vingt-neuvième jour du mois de janvier de chaque année à 12.00 heures (heure du Luxembourg) et pour la première fois en 2017.

Si ce jour n'est pas un jour ouvrable bancaire à Luxembourg, l'assemblée générale annuelle se tiendra le premier jour ouvrable bancaire suivant. L'assemblée générale annuelle pourra se tenir à l'étranger si le conseil d'administration constate souverainement que des circonstances exceptionnelles le requièrent.

Les autres assemblées générales des actionnaires pourront se tenir aux heures et lieux spécifiés dans les avis de convocation.

Art. 9. Conseil d'administration. La Société sera administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, qui n'auront pas besoin d'être actionnaires de la Société.

Les administrateurs seront élus par l'assemblée générale des actionnaires pour une période maximum de six ans et resteront en fonction jusqu'à ce que leurs successeurs aient été élus. Les administrateurs sont rééligibles.

Tout administrateur peut être révoqué avec ou sans motif et peut être remplacé à tout moment par décision de l'assemblée générale des actionnaires.

Au cas où le poste d'un administrateur devient vacant à la suite de décès, de démission ou autrement, les administrateurs restants pourront élire à la majorité des voix un administrateur pour remplir provisoirement les fonctions attachées au poste devenu vacant, jusqu'à la prochaine assemblée des actionnaires.

Art. 10. Procédures des réunions du conseil. Le conseil d'administration choisira parmi ses membres un président et peut élire en son sein un vice-président. Il pourra également désigner un secrétaire qui n'a pas besoin d'être un administrateur et qui aura comme responsabilités de dresser les procès-verbaux des réunions du conseil d'administration ainsi que des assemblées des actionnaires.

Le conseil d'administration se réunira sur la convocation du président ou de deux administrateurs, au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Le président du conseil d'administration présidera toutes les assemblées générales des actionnaires et les réunions du conseil d'administration, mais en son absence les actionnaires ou le conseil d'administration désigneront un autre président pro tempore à la majorité des présents à de telles assemblées et réunions.

Un avis écrit de toute réunion du conseil d'administration sera donné à tous les administrateurs au moins vingt-quatre heures avant l'heure prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il peut être renoncé à cette convocation moyennant l'assentiment par écrit ou par télécopie, télégramme ou télex ou, à condition que l'authenticité peut en être établie, transmission électronique, de chaque administrateur. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil d'administration à laquelle tous les administrateurs sont présents ou représentés et ont déclaré avoir eu connaissance préalable de l'ordre du jour ainsi que pour des réunions se tenant à une heure et à un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil d'administration.

Tout administrateur pourra agir lors de toute réunion du conseil d'administration en désignant par écrit ou par télécopie, câble, télégramme, télex ou, à condition que l'authenticité puisse en être établie, transmission électronique, un autre administrateur comme son représentant. Un administrateur peut représenter un ou plusieurs administrateurs.

Le conseil d'administration ne pourra délibérer ou agir valablement que si la majorité des administrateurs est présente ou représentée à une réunion du conseil d'administration. Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés à cette réunion.

Tout administrateur peut participer à une réunion du conseil d'administration par conférence téléphonique ou d'autres moyens de communication similaires permettant à toutes les personnes prenant part à cette réunion de s'entendre les unes les autres et de communiquer entre elles.

Une réunion peut également être tenue uniquement sous forme de conférence téléphonique. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion.

Le conseil d'administration peut, à l'unanimité, prendre des résolutions sur un ou plusieurs documents similaires, par voie circulaire en exprimant son approbation par écrit, par câble, télégramme, télex, télécopieur ou tout autre moyen de communication similaire. L'ensemble constituera le procès-verbal faisant foi de la décision intervenue.

Au cas où un administrateur ou agent de la Société aurait un intérêt personnel dans une affaire de la Société (autre qu'un intérêt existant en raison de sa qualité d'administrateur, fondé de pouvoir ou employé de l'autre partie contractante) cet administrateur ou agent devra informer le conseil d'administration de son intérêt personnel et ne pourra délibérer, ni prendre part au vote sur cette affaire; un rapport devra être fait au sujet de cette affaire et de l'intérêt personnel de tel administrateur ou agent à la prochaine assemblée des actionnaires. Cet alinéa n'est pas applicable lorsque les décisions du conseil d'administration concernent des opérations courantes et conclues dans des conditions normales.

Art. 11. Procès verbaux des réunions du Conseil. Les procès-verbaux des réunions du conseil d'administration seront signés par le président, ou, en son absence, par le président pro tempore qui aura assumé la présidence lors de cette réunion ou par deux administrateurs.

Les copies ou extraits des procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le président, par le secrétaire ou par deux administrateurs.

Art. 12. Pouvoirs du conseil. Le conseil d'administration a les pouvoirs les plus étendus pour faire tous actes d'administration ou de disposition dans l'intérêt de la Société. Tous pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des actionnaires par la loi ou par les présents statuts sont de la compétence du conseil d'administration.

Le conseil d'administration peut déléguer ses pouvoirs pour la gestion journalière des affaires de la Société et la représentation de la Société lors de la conduite de ces affaires à tout membre ou tous membres du conseil d'administration qui peuvent constituer des comités délibérant aux conditions fixées par le conseil d'administration. Il peut également déléguer tous pouvoirs et des mandats spéciaux à toutes personnes, qui ne doivent pas nécessairement être administrateurs, nommer et révoquer tous agents et employés et fixer leurs émoluments.

Art. 13. Signatures autorisées. La Société sera engagée par la signature conjointe de deux administrateurs de la Société ou par la signature conjointe ou individuelle de toute personne ou toutes personnes à qui de tels pouvoirs auront été délégués par le conseil d'administration.

Art. 14. Commissaire aux Comptes. Les opérations de la Société sont surveillées par un commissaire aux comptes qui n'a pas besoin d'être actionnaire. Le commissaire aux comptes est élu par l'assemblée générale annuelle des actionnaires.

Le commissaire aux comptes en fonction peut être révoqué par les actionnaires à tout moment avec ou sans motif.

Art. 15. Exercice social. L'exercice social de la Société commencera le premier jour du mois de septembre de chaque année et se terminera le dernier jour du mois d'août de l'année suivante, à l'exception du premier exercice social qui commencera à la date de constitution de la Société et se terminera le 31 août 2016.

Art. 16. Affectation des bénéfices. Il sera prélevé sur le bénéfice net annuel de la Société cinq pour cent (5%) qui seront affectés à la réserve prévue par la loi. Ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que cette réserve sera égale à dix pour cent (10%) du capital souscrit de la Société.

Sur recommandation du conseil d'administration, l'assemblée générale des actionnaires déterminera comment il sera disposé du montant restant du profit annuel net et peut, sans jamais excéder les montants proposés par le conseil d'administration, décider en temps opportun du versement de dividendes.

Des acomptes sur dividendes pourront être distribués, dans les conditions prévues par la loi, sur décision du conseil d'administration.

Les dividendes déclarés peuvent être payés en toute devise décidée par le conseil d'administration et en temps et lieu qu'il appartiendra de déterminer par le conseil d'administration.

Le conseil d'administration peut prendre une décision finale quant au cours applicable pour traduire les montants des dividendes en la devise de leur paiement.

Un dividende déclaré mais non payé pour une action pendant cinq ans ne pourra par la suite plus être réclamé par le propriétaire d'une telle action, sera perdu pour celui-ci, et sera retourné à la Société.

Aucun intérêt ne sera payé sur les dividendes déclarés et non payés qui seront détenus par la Société pour le compte des actionnaires.

Art. 17. Dissolution et liquidation. En cas de dissolution de la Société, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou morales), et qui seront nommés par l'assemblée générale des actionnaires réglant cette dissolution qui déterminera leurs pouvoirs et leur rémunération.

Art. 18. Modification des statuts. Les présents statuts pourront être modifiés de temps en temps par une assemblée générale des actionnaires soumise aux conditions de quorum et de vote requises par la loi luxembourgeoise.

Art. 19. Loi applicable. Pour toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents statuts, les parties se réfèrent aux dispositions de la loi du dix août mil neuf cent quinze sur les sociétés commerciales et des lois modificatives.

Art. 20. Actionnaire unique. Si, et aussi longtemps qu'un actionnaire réunit toutes les actions de la Société entre ses seules mains, la Société existera comme une société unipersonnelle et l'actionnaire unique exercera tous les pouvoirs réservés aux assemblées générales.

Dispositions transitoires

Le premier exercice social commence le jour de la constitution de la société et se termine le 31 août 2016.

Souscription et libération

Les actions ont été souscrites comme suit:

Souscripteur	Nombre d'actions souscrites	Paiement
Shaftesbury Real Estate Partners 1	31.000	EUR 31.000
Total:	31.000	EUR 31.000

Toutes les actions ont été intégralement libérées par des versements en espèces, de sorte que la somme de trente-et-un mille Euro (EUR 31.000) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, preuve en ayant été donnée au notaire instrumentant.

Dépenses

Les dépenses, coûts, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui seront supportés par la Société à la suite de sa constitution sont estimés approximativement à EUR 1.500,-.

Constatactions

Le notaire soussigné constate que les conditions exigées par l'article 26 de la loi du dix août mil neuf cent quinze sur les sociétés commerciales ont été observées.

Décision extraordinaire de l'actionnaire unique

La personne susmentionnée, représentant l'entière du capital souscrit et se considérant avoir été régulièrement convoquée, a immédiatement pris les décisions suivantes.

Première résolution:

Les personnes suivantes ont été nommées administrateurs pour une période expirant lors de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2022:

Nom	Adresse	Profession	Date de naissance	Ville et pays de naissance
Sylviane BOUYER	23, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg (Grand Duché de Luxembourg)	Administrateur de sociétés	9 mai 1957	Viroflay (France)
Michaël AZOULAY	23, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg (Grand Duché de Luxembourg)	Administrateur de sociétés	9 mai 1975	Vaulx-en-Velin (France)
Sébastien LE BRAS	4, cours de Rive, CH-1204 Genève (Suisse)	Administrateur de sociétés	3 janvier 1978	Saint-Malo (France)

Deuxième résolution:

A été nommé commissaire aux comptes jusqu'à l'assemblée générale annuelle devant se tenir en 2022: MAZARS LUXEMBOURG, ayant pour siège social 10A, rue Henri M. Schnadt, L-2530 Luxembourg, immatriculé auprès du Registre de Commerce et des Sociétés du Luxembourg sous le numéro B 159.962.

Troisième résolution:

Le siège social est fixé au 23, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête de la personne comparante les présents statuts sont rédigés en anglais suivis d'une traduction française; à la requête de la même personne et en cas de divergence entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite au comparant, connu du notaire par son nom, prénom usuel, état et demeure, le comparant a signé avec le notaire instrumentant le présent acte original.

Signé: M. CAVALLASCA, C. DELVAUX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 01 mars 2016. Relation: 1LAC/2016/6972. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 mars 2016.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2016076108/511.

(160040711) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mars 2016.

Renaissance + Consulting S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1255 Luxembourg, 52, rue de Bragance.

R.C.S. Luxembourg B 204.384.

—
STATUTES

In the year two thousand and sixteen, on the nineteenth of February.

Before Maître Jean SECKLER, notary, residing in Junglinster (Grand-Duchy of Luxembourg), acting as replacement of Maître Henri BECK, notary, residing in Echternach (Grand-Duchy of Luxembourg), absent, the last-mentioned will remain the depositary of the present deed.

THERE APPEARED:

Mr. Ioannis Georgios SERAFEIM TZOVANAKIS, engineer and economist, residing at L-1255 Luxembourg, 52, rue de Bragance,

here represented by Peggy Simon, employee, with professional address at 9, Rabatt, L-6475 Echternach, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy established under private seal.

The said proxy, signed ne varietur by the proxyholder of the company appearing and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing company, represented as stated hereabove, has requested the undersigned notary to state as follows the articles of association of a private limited liability company:

Chapter I. Form, Name, Registered Office, Object, Duration

Art. 1. Form. There is formed a private limited liability company (hereafter the “Company”), which will be governed by the laws pertaining to such an entity, and in particular by the law of August 10th, 1915 on commercial companies as amended (hereafter the “Law”), as well as by the present articles of association (hereafter the “Articles”).

The Company is initially composed of one sole shareholder, subscriber of all the shares. The Company may however at any time be composed of several shareholders, but not exceeding forty (40) shareholders, notably as a result of the transfer of shares or the issue of new shares.

Art. 2. Object. The company shall have as its business purpose the following activities:

- the provision of services to corporate and individual clients related to the organization, administration, creation and implementation of their business strategy and management;
- the coordination and assistance to corporate and individual clients in the context of sourcing accounting, commercial, financial and legal services without however providing legal services or advices as such;
- the provision of assistance for the development and start up of new activities in the Grand Duchy of Luxembourg and in the international market;
- the provision of general information and assistance for the incorporation of companies of all types including industrial and commercial companies, execution of formalities and procedures required for their establishment and development as well as the conduct of general secretarial services;
- the provision of assistance to expatriates with respect to all the above as well as with respect to their establishment in the Grand Duchy of Luxembourg.
- the provision of tax advisory services with focus to international tax advices, financial State Aid (FSA) and related activities.

The Company's purpose is also the acquisition of interests in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies, the acquisition of any securities or rights by way of participation, contribution, subscription, underwriting or option to purchase and any other way, and, among others, the acquisition of patents and licenses, their management and development, as well as all operations relating directly or indirectly to its purpose, including the loan, with or without guarantee and in any currency, through bond issues, which may be convertible and / or subordinated, and good, by providing loans or guarantees to companies in which it has taken direct or indirect interest.

The Company may carry out any commercial, financial or industrial operations and any transactions with respect to real estate or movable property, which directly or indirectly, further or relate to its purpose.

Art. 3. Duration. The Company is formed for an unlimited period of time.

Art. 4. Name. The Company will have the name of RENAISSANCE+ CONSULTING S.à r.l..

Art. 5. Registered Office. The registered office of the Company is established in Luxembourg-City.

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by simple decision of the manager or, in case of plurality of managers, by a decision of the board of managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

Chapter II. Capital, Shares

Art. 6. Subscribed Capital. The share capital is set at fifteen thousand Euro (EUR 15.000.-), represented by one hundred (100) shares with a nominal value of one hundred fifty Euro (EUR 150.-) each, all subscribed and fully paid-up.

In addition to the corporate capital, there may be set up a premium account into which any premium paid on any share in addition to its nominal value is transferred. The amount of the premium account may be used to provide for the payment of any shares which the Company may redeem from its shareholders, to offset any net realised losses, to make distributions to the shareholders or to allocate funds to the legal reserve.

Art. 7. Increase and Reduction of Capital. The capital may be increased, or decreased, in one or several times at any time by a decision of the sole shareholder or by a decision of the shareholders' meeting voting with the quorum and majority rules set out by article 18 of these Articles, or, as the case may be, by the Law for any amendment to these Articles.

Art. 8. Shares. Each share entitles its owner to equal rights in the profits and assets of the Company in direct proportion the number of shares in existence and to one vote at the general meetings of shareholders. Ownership of one or several shares carries implicit acceptance of the Articles of the Company and the resolutions of the sole shareholder or the general meeting of shareholders.

Each share is indivisible towards the Company.

Co-owners of shares must be represented towards the Company by a common attorney-in-fact, whether appointed amongst them or not.

The sole shareholder may transfer freely its shares when the Company is composed of a sole shareholder. The shares may be transferred freely amongst shareholders when the Company is composed of several shareholders. The shares may be transferred to non-shareholders only with the authorization of the general meeting of shareholders representing at least three quarters of the capital, in accordance with article 189 of the Law.

The transfer of shares must be evidenced by a notarial deed or by a deed under private seal. Any such transfer is not binding upon the Company and upon third parties unless duly notified to the Company or accepted by the Company, in accordance with article 1690 of the Civil Code.

The Company may redeem its own shares in accordance with the provisions of the Law.

Art. 9. Incapacity, Bankruptcy or Insolvency of a Shareholder. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the sole shareholder or of one of the shareholders.

Chapter III. Manager(s)

Art. 10. Manager(s), Board of Managers. The Company is managed by one or several managers. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers.

The members of the board might be split into two categories, respectively denominated “Category A Managers” and “Category B Managers”.

The managers need not be shareholders. The managers may be removed at any time, with or without legitimate cause, by a resolution of the sole shareholder or by a resolution of the shareholders holding a majority of votes.

Each manager will be elected by the sole shareholder or by the shareholders' meeting, which will determine their number and the duration of their mandate.

Art. 11. Powers of the Manager(s). In dealing with third parties, the manager or the board of managers will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's object and provide that the terms of this article 11 shall have been complied with.

All powers not expressly reserved by Law or the present Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the manager or the board of managers.

Towards third parties, the Company shall be bound by the sole signature of its sole manager or, in case of plurality of managers, by the joint signature of any two managers of the Company. In case the managers are split into two categories, the Company shall obligatorily be bound by the joint signature of one Category A Manager and one Category B Manager.

If the manager or the board of managers is temporarily unable to act, the Company's affairs may be managed by the sole shareholder or, in case the Company has several shareholders, by the shareholders acting under their joint signatures.

The manager or board of managers shall have the rights to give special proxies for determined matters to one or more proxyholders, selected from its members or not, either shareholders or not.

Art. 12. Day-to-day Management. The manager or the board of managers may delegate the day-to-day management of the Company to one or several manager(s) or agent(s) and will determine the manager's / agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his agency. It is understood that the day-to-day management is limited to acts of administration and thus, all acts of acquisition, disposition, financing and refinancing have to obtain the prior approval from the board of managers.

Art. 13. Meetings of the Board of Managers. The meetings of the board of managers are held within the Grand Duchy of Luxembourg.

The board of managers may elect a chairman from among its members. If the chairman is unable to be present, his place will be taken by election among the/those managers present at the meeting.

The board of managers may elect a secretary from among its members.

A manager may be represented by another member of the board of managers.

The meetings of the board of managers may be convened by any two managers by any means of communication including telephone or email, provided that it contains a clear indication of the agenda of the meeting. The board of managers may validly debate without prior notice if all the managers are present or represented.

The board of managers can only validly debate and make decisions if a majority of its members is present or represented by proxies. In case the managers are split into two categories, at least one Category A Manager and one Category B Manager shall be present or represented. Any decisions made by the board of managers shall require a simple majority including at least the favorable vote of one Category A Manager and of one Category B Manager. In case of ballot, the chairman of the meeting has a casting vote.

In case of a conflict of interest as defined in article 15 hereafter, the quorum requirement shall apply and for this purpose the conflicting status of the affected manager(s) is disregarded.

One or more managers may participate in a meeting by means of a conference call or by any similar means of communication initiated from Luxembourg enabling thus several persons participating therein to simultaneously communicate and deliberate with each other. Such participation shall be deemed equal to a physical presence at the meeting. Such a

decision can be documented in a single document or in several separate documents having the same content signed by all members having participated.

A written decision, signed by all managers, is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the board of managers, which was duly convened and held.

Such a decision can be documented in a single document or in several separate documents having the same content signed by all members of the board of managers.

Art. 14. Liability - Indemnification. The manager or the board of managers assumes, by reason of its position, no personal liability in relation to any commitment validly made by it in the name of the Company.

The Company shall indemnify any manager or officer and his heirs, executors and administrators, against any damages or compensations to be paid by him/her or expenses or costs reasonably incurred by him/her, as a consequence or in connection with any action, suit or proceeding to which he/she may be made a party by reason of his/her being or having been a manager or officer of the Company, or, at the request of the Company, of any other company of which the Company is a shareholder or creditor and by which he/she is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he/she shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence, fraud or wilful misconduct. In the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by its legal counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which such manager or officer may be entitled.

Art. 15. Conflict of Interests. No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the managers or any officer of the Company has a personal interest in, or is a manager, associate, member, officer or employee of such other company or firm. Except as otherwise provided for hereafter, any manager or officer of the Company who serves as a manager, associate, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be automatically prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

Notwithstanding the above, in the event that any manager of the Company may have any personal interest in any transaction conflicting with the interest of the Company, he shall make known to the board of managers such personal interest and shall not consider or vote on any such transaction, and such transaction and such manager's or officer's interest therein shall be reported to the sole shareholder or to the next general meeting of Shareholders.

Chapter IV. Shareholder(s)

Art. 16. General Meeting of Shareholders. If the Company is composed of one sole shareholder, the latter exercises the powers granted by Law to the general meeting of shareholders.

If the Company is composed of no more than twenty-five (25) shareholders, the decisions of the shareholders may be taken by a vote in writing on the text of the resolutions to be adopted which will be sent by the board of managers to the shareholders by any means of communication. In this latter case, the shareholders are under the obligation to, within a delay of fifteen (15) days as from the receipt of the text of the proposed resolution, cast their written vote and mail it to the Company.

Unless there is only one sole shareholder, the shareholders may meet in a general meeting of shareholders upon call in compliance with Law by the board of managers, failing which by the supervisory board, if it exists, failing which by shareholders representing half the corporate capital. The notice sent to the shareholders in accordance with the Law will specify the time and place of the meeting as well as the agenda and the nature of the business to be transacted.

If all the shareholders are present or represented at a shareholders' meeting and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

A shareholder may act at any meeting of the shareholders by appointing in writing, by any means of communication as his proxy another person who need not be a shareholder.

Shareholders' meetings, including the annual general meeting, may be held abroad if, in the judgment of the board of managers, which is final, circumstances of "force majeure" so require.

Art. 17. Powers of the Meeting of Shareholders. Any regularly constituted shareholders' meeting of the Company represents the entire body of shareholders.

Subject to all the other powers reserved to the manager or the board of managers by the Law or the Articles and subject to the object of the Company, it has the broadest powers to carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

Art. 18. Procedure, Vote. Any resolution whose purpose is to amend the present Articles or whose adoption is subject by virtue of these Articles or, as the case may be, the Law, to the quorum and majority rules set for the amendment of the Articles will be taken by a majority of shareholders representing at least three quarters of the capital.

The general meeting shall adopt resolutions by a simple majority of votes cast, provided that the number of shares represented at the meeting represents at least one half of the share capital. Blank and mutilated ballots shall not be counted.

One vote is attached to each share.

Chapter V. Financial Year, Distribution of Profits

Art. 19. Financial Year. The Company's accounting year starts on January 1st and ends on December 31st of each year.

Art. 20. Adoption of Financial Statements. At the end of each accounting year, the Company's accounts are established and the manager or the board of managers prepares an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

The balance sheet and the profit and loss account are submitted to the sole shareholder or, as the case may be, to the general meeting of shareholders for approval.

Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 21. Appropriation of Profits. The credit balance of the profit and loss account, after deduction of the expenses, costs, amortisation, charges and provisions represents the net profit of the Company.

Every year five percent (5%) of the net profit will be transferred to the statutory reserve. This deduction ceases to be compulsory when the statutory reserve amounts to one tenth of the issued capital but must be resumed till the reserve fund is entirely reconstituted if, at any time and for any reason whatsoever, it has been broken into.

The balance is at the disposal of the shareholders.

The excess is distributed among the shareholders. However, the shareholders may decide, at the majority vote determined by the relevant laws, that the profit, after deduction of the reserve and interim dividends if any, be either carried forward or transferred to an extraordinary reserve.

Art. 22. Interim Dividends. Interim dividends may be distributed, at any time, under the following conditions:

- Interim accounts are established by the manager or the board of managers;
- These accounts show a profit including profits carried forward or transferred to an extraordinary reserve;
- The decision to pay interim dividends is taken by the manager or the board of managers;
- The payment is made once the Company has obtained the assurance that the rights of the creditors of the Company are not threatened and once five percent (5%) of the net profit of the current year has been allocated to the legal reserve.

Chapter VI. Dissolution, Liquidation

Art. 23. Dissolution, Liquidation. At the time of winding up of the Company, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, shareholders or not, appointed by the shareholder(s) who shall determine their powers and remuneration.

Chapter VII. Applicable Law

Art. 24. Applicable Law. Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

Transitory provisions

The first accounting year shall begin on the date of the formation of the Company and shall terminate on December 31, 2016.

Subscription - Payment

All the one hundred (100) shares have been subscribed by Mr. Ioannis Georgios SERAFEIM TZOVANAKIS, prenamed.

All the shares have been fully paid in cash, so that the amount of fifteen thousand Euro (EUR 15.000.-) is at the disposal of the Company, as has been proven to the undersigned notary, who expressly acknowledges it.

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its formation are estimated at one thousand one hundred Euro (EUR 1.100.-).

Resolutions of the sole shareholder

The sole shareholder resolves to:

1. Determine the number of managers at one (1).
2. Appoint the following person as Company's manager:

Mr. Ioannis Georgios SERAFEIM TZOVANAKIS, engineer and economist, residing at L-1255 Luxembourg, 52, rue de Bragance.

The duration of the managers' mandate is unlimited.

3. Determine the address of the Company at L-1255 Luxembourg, 52, rue de Bragance.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English, followed by a French version. On request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Junglinster, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxy of the person appearing, she signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille seize, le dix-neuf février.

Par-devant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster (Grand-Duché de Luxembourg) agissant en remplacement de Maître Henri BECK, notaire de résidence à Echternach (Grand-Duché de Luxembourg), absent, lequel dernier restera dépositaire du présent acte.

A COMPARU:

Monsieur Ioannis Georgios SERAFEIM TZOVANAKIS, ingénieur et économiste, demeurant à L-1255 Luxembourg, 52, rue de Bragance,

représenté par Peggy Simon, employée, avec adresse professionnelle au 9, Rabatt, L-6475 Echternach, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Laquelle procuration restera, après avoir été signée ne varietur par le mandataire du comparant et le notaire instrumentant, annexée aux présentes pour être enregistrée avec elles.

Lequel comparant, représenté comme indiqué ci-dessus, a requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée dont il a arrêté les statuts comme suit:

Chapitre I^{er}. Forme, Dénomination, Siège, Objet, Durée

Art. 1^{er}. Forme. Il est formé une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois relatives à une telle entité (ci-après la «Société»), et en particulier la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après la «Loi»), ainsi que par les présents statuts de la Société (ci-après les «Statuts»).

La Société comporte initialement un associé unique, propriétaire de la totalité des parts sociales. Elle peut cependant, à toute époque, comporter plusieurs associés, dans la limite de quarante (40) associés, par suite notamment, de cession ou transmission de parts sociales ou de création de parts sociales nouvelles.

Art. 2. Objet. La Société a pour objet:

- la prestation de tous services aux entreprises et aux particuliers en matière d'organisation, d'administration, de stratégie et de direction de leurs affaires;
- la coordination et l'assistance aux entreprises et aux particuliers dans les domaines approvisionnement, comptabilité, commercial, financier et juridique à l'exception de la prestation de services juridiques ou consultations juridiques;
- l'élaboration d'études dans les domaines touchant à l'implantation et au développement d'activités nouvelles sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg et sur un plan international;
- la prestation de services d'information et d'assistance lors de la constitution de sociétés de toutes natures et notamment d'entreprises industrielles, artisanales, commerciales, l'exécution des formalités et démarches nécessaires à leur établissement et à leur développement ainsi que l'exécution de services de secrétariat;
- l'assistance aux expatriés en relation de ce qui est mentionné ci-dessus ainsi qu'en relation avec leur établissement au Grand-Duché de Luxembourg,
- la prestation de services de conseil fiscal avec accent au conseil fiscal international, aide publique d'Etat et activités y relatives.

La Société a également pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans toutes entreprises luxembourgeoises et étrangères, l'acquisition de tous titres et droits, par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, et, entre autres, l'acquisition de brevets et licences, leur gestion et leur mise en valeur, ainsi que toutes opérations se rattachant directement ou indirectement à son objet, notamment l'emprunt, avec ou sans garantie et en toutes monnaies, par la voie d'émissions d'obligations, qui pourront être convertibles et/ou subordonnées, et de bons, en accordant des prêts ou garanties à des sociétés dans lesquelles elle aura pris des intérêts directs ou indirects.

La Société pourra accomplir toutes opérations commerciales, financières ou industrielles ainsi que tout transfert de propriété mobiliers ou immobiliers, qui directement ou indirectement favorisent la réalisation de son objet social ou s'y rapportent de manière directe ou indirecte.

Art. 3. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. Dénomination. La Société a comme dénomination RENAISSANCE+ CONSULTING S.à r.l..

Art. 5. Siège Social. Le siège social est établi à Luxembourg-Ville.

Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

L'adresse du siège social peut être déplacée à l'intérieur de la commune par simple décision du gérant, ou en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

Chapitre II. Capital, Parts Sociales

Art. 6. Capital Souscrit. Le capital social est fixé à quinze mille Euros (EUR 15.000.-), représenté par cent (100) parts sociales d'une valeur nominale de cent cinquante Euros (EUR 150.-) chacune, entièrement souscrites et libérées.

En plus du capital social, un compte de prime d'émission peut être établi auquel toutes les primes payées sur une part sociale en plus de la valeur nominale seront transférées. L'avoir de ce compte de primes peut être utilisé pour effectuer le remboursement en cas de rachat des parts sociales des associés par la Société, pour compenser des pertes nettes réalisées, pour effectuer des distributions aux associés, ou pour être affecté à la réserve légale.

Art. 7. Augmentation et Diminution du Capital Social. Le capital émis de la Société peut être augmenté ou réduit, en une ou en plusieurs fois, par une résolution de l'associé unique ou des associés adoptée aux conditions de quorum et de majorité exigées par les Statuts ou, selon le cas, par la Loi pour toute modification des Statuts.

Art. 8. Parts Sociales. Chaque part sociale confère à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices de la Société directement proportionnel au nombre de parts sociales existantes et dans tout l'actif social et une voix à l'assemblée générale des associés. La propriété d'une ou de plusieurs parts sociales emporte de plein droit adhésion aux Statuts de la Société et aux décisions de l'associé unique ou des associés.

Chaque part est indivisible à l'égard de la Société.

Les propriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par un mandataire commun pris parmi eux ou en dehors d'eux.

Les cessions ou transmissions de parts sociales détenues par l'associé unique sont libres, si la Société a un associé unique. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés, si la Société a plusieurs associés. Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés que moyennant l'agrément des associés représentant les trois quarts du capital social, en conformité avec l'article 189 de la Loi.

La cession de parts sociales doit être formalisée par acte notarié ou par acte sous seing privé. De telles cessions ne sont opposables à la Société et aux tiers qu'après qu'elles aient été signifiées à la Société ou acceptées par elle conformément à l'article 1690 du Code Civil.

La Société peut racheter ses propres parts sociales conformément aux dispositions légales.

Art. 9. Incapacité, Faillite ou Déconfiture d'un Associé. La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de la suspension des droits civils, de l'insolvabilité ou de la faillite de l'associé unique ou d'un des associés.

Chapitre III. Gérant(s)

Art. 10. Gérants, Conseil de Gérance. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront un conseil de gérance. Les membres peuvent ou non être répartis en deux catégories, nommés respectivement «Gérants de catégorie A» et «Gérants de catégorie B».

Les gérants ne doivent pas être obligatoirement associés. Ils peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans justification légitime, par décision de l'associé unique ou des associés représentant une majorité des voix.

Chaque gérant sera nommé par l'associé unique ou les associés, selon le cas, qui détermineront leur nombre et la durée de leur mandat.

Art. 11. Pouvoirs du/des Gérant(s). Dans les rapports avec les tiers, le gérant ou le conseil de gérance a tout pouvoir pour agir au nom de la Société dans toutes les circonstances et pour effectuer et approuver tout acte et opération conformément à l'objet social et pourvu que les termes du présent article 11 aient été respectés.

Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la Loi ou les Statuts seront de la compétence du gérant ou du conseil de gérance.

Envers les tiers, la Société est valablement engagée par la signature de son gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe de deux gérants. Dans l'éventualité où deux catégories de gérants sont créées, la Société sera obligatoirement engagée par la signature conjointe d'un Gérant de catégorie A et d'un Gérant de catégorie B.

Si le gérant ou le conseil de gérance est temporairement dans l'impossibilité d'agir, la Société pourra être gérée par l'associé unique ou en cas de pluralité d'associés, par les associés agissant conjointement.

Le gérant ou le conseil de gérance a le droit de déléguer certains pouvoirs déterminés à un ou plusieurs mandataires, sélectionnés parmi ses membres ou pas, qu'ils soient associés ou pas.

Art. 12. Gestion Journalière. Le gérant ou le conseil de gérance peut déléguer la gestion journalière de la Société à un ou plusieurs gérant(s) ou mandataire(s) et déterminera les responsabilités et rémunérations (éventuelle) des gérants/man-

dataires, la durée de la période de représentation et toute autre condition pertinente de ce mandat. Il est convenu que la gestion journalière se limite aux actes d'administration et qu'en conséquence, tout acte d'acquisition, de disposition, de financement et refinancement doit être préalablement approuvé par le gérant ou le conseil de gérance.

Art. 13. Réunions du Conseil de Gérance. Les réunions du conseil de gérance sont tenues au Grand-Duché de Luxembourg.

Le conseil de gérance peut élire un président parmi ses membres. Si le président ne peut être présent, un remplaçant sera élu parmi les gérants présents à la réunion.

Le conseil de gérance peut élire un secrétaire parmi ses membres.

Un gérant peut en représenter un autre au conseil.

Les réunions du conseil de gérance sont convoquées par deux gérants par n'importe quel moyen de communication incluant le téléphone ou le courrier électronique, à condition qu'il contienne une indication claire de l'ordre du jour de la réunion. Le conseil de gérance peut valablement délibérer sans convocation préalable si tous les gérants sont présents ou représentés.

Le conseil de gérance ne peut délibérer et prendre des décisions valablement que si une majorité de ses membres est présente ou représentée par procurations. Dans l'éventualité où deux catégories de gérants sont créées, au moins un Gérant de catégorie A et un Gérant de catégorie B devra être présent ou représenté.

Toute décision du conseil de gérance doit être prise à majorité simple, avec au moins le vote affirmatif d'un Gérant de catégorie A et d'un Gérant de catégorie B dans l'éventualité où deux catégories de gérants sont créées. En cas de ballottage, le président du conseil a un vote prépondérant.

En cas de conflit d'intérêt tel que défini à l'article 15 ci-après, les exigences de quorum s'appliqueront et, à cet effet, il ne sera pas tenu compte de l'existence d'un tel conflit dans le chef du ou des gérants concernés pour la détermination du quorum.

Chaque gérant et tous les gérants peuvent participer aux réunions du conseil par conférence call ou par tout autre moyen similaire de communication, à partir du Luxembourg, ayant pour effet que tous les gérants participant et délibérant au conseil puissent se comprendre mutuellement.

Dans ce cas, le ou les gérants concernés seront censés avoir participé en personne à la réunion. Cette décision peut être documentée dans un document unique ou dans plusieurs documents séparés ayant le même contenu, signé(s) par tous les participants.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les gérants, produira effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du conseil de gérance, dûment convoquée et tenue.

Cette décision peut être documentée dans un document unique ou dans plusieurs documents séparés ayant le même contenu, signé(s) par tous les participants.

Art. 14. Responsabilité, Indemnisation. Le gérant ou le conseil de gérance ne contracte à raison de sa fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par lui au nom de la Société.

La Société devra indemniser tout gérant ou mandataire et ses héritiers, exécutant et administrant, contre tous dommages ou compensations devant être payés par lui/elle ainsi que les dépenses ou les coûts raisonnablement engagés par lui/elle, en conséquence ou en relation avec toute action, procès ou procédures à propos desquelles il/elle pourrait être partie en raison de son/sa qualité ou ancienne qualité de gérant ou mandataire de la Société, ou, à la requête de la Société, de toute autre société où la Société est un associé ou un créancier et par quoi il/elle n'a pas droit à être indemnisé(e), sauf si cela concerne des questions à propos desquelles il/elle sera finalement déclaré(e) impliqué(e) dans telle action, procès ou procédures en responsabilité pour négligence grave, fraude ou mauvaise conduite préméditée. Dans l'hypothèse d'une transaction, l'indemnisation sera octroyée seulement pour les points couverts par l'accord et pour lesquels la Société a été avertie par son avocat que la personne à indemniser n'a pas commis une violation de ses obligations telle que décrite ci-dessus. Les droits d'indemnisation ne devront pas exclure d'autres droits auxquels tel gérant ou mandataire pourrait prétendre.

Art. 15. Conflit d'Intérêt. Aucun contrat ou autre transaction entre la Société et d'autres sociétés ou firmes ne sera affecté ou invalidé par le fait qu'un ou plusieurs gérants ou fondés de pouvoirs de la Société y auront un intérêt personnel, ou en seront gérant, associé, fondé de pouvoirs ou employé. Sauf dispositions contraires ci-dessous, un gérant ou fondé de pouvoirs de la Société qui remplira en même temps des fonctions d'administrateur, associé, fondé de pouvoirs ou employé d'une autre société ou firme avec laquelle la Société contractera ou entrera autrement en relations d'affaires, ne sera pas, pour le motif de cette appartenance à cette société ou firme, automatiquement empêché de donner son avis et de voter ou d'agir quant à toutes opérations relatives à un tel contrat ou autre affaire.

Nonobstant ce qui précède, au cas où un gérant ou fondé de pouvoirs aurait un intérêt personnel dans une opération de la Société, entrant en conflit avec les intérêts de la Société, il en avisera le conseil de gérance et il ne pourra prendre part aux délibérations ou émettre un vote au sujet de cette opération. Cette opération ainsi que l'intérêt personnel du gérant ou du fondé de pouvoirs seront portés à la connaissance de l'associé unique ou des associés au prochain vote par écrit ou à la prochaine assemblée générale des associés.

Chapitre IV. Associé(s)

Art. 16. Assemblée Générale des Associés. Si la Société comporte un associé unique, celui-ci exerce tous les pouvoirs qui sont dévolus par la Loi à l'assemblée générale des associés.

Si la Société ne comporte pas plus de vingt-cinq (25) associés, les décisions des associés peuvent être prises par vote écrit sur le texte des résolutions à adopter, lequel sera envoyé par le conseil de gérance aux associés par le biais de tout moyen de communication. Dans ce dernier cas les associés ont l'obligation d'émettre leur vote écrit et de l'envoyer à la Société, dans un délai de quinze jours suivant la réception du texte de la résolution proposée.

A moins qu'il n'y ait qu'un associé unique, les associés peuvent se réunir en assemblée générale conformément aux conditions fixées par la Loi sur convocation par le conseil de gérance, ou à défaut, par le conseil de surveillance, s'il existe, ou à défaut, par des associés représentant la moitié du capital social. La convocation envoyée aux associés en conformité avec la Loi indiquera la date, l'heure et le lieu de l'assemblée et elle contiendra l'ordre du jour de l'assemblée générale ainsi qu'une indication des affaires qui y seront traitées.

Au cas où tous les associés sont présents ou représentés et déclarent avoir eu connaissance de l'ordre du jour de l'assemblée, celle-ci peut se tenir sans convocation préalable.

Tout associé peut prendre part aux assemblées en désignant par écrit, par tout moyen de communication, un mandataire, lequel n'est pas obligatoirement associé.

Les assemblées générales des associés, y compris l'assemblée générale annuelle, peuvent se tenir à l'étranger chaque fois que se produiront des circonstances de force majeure qui seront appréciées souverainement par le conseil de gérance.

Art. 17. Pouvoirs de l'Assemblée Générale. Toute assemblée générale des associés régulièrement constituée représente l'ensemble des associés.

Sous réserve de tous autres pouvoirs réservés au conseil de gérance en vertu de la Loi ou les Statuts et conformément à l'objet social de la Société, elle a les pouvoirs les plus larges pour décider ou ratifier tous actes relatifs aux opérations de la Société.

Art. 18. Procédure - Vote. Toute décision dont l'objet est de modifier les présents Statuts ou dont l'adoption est soumise par les présents Statuts, ou selon le cas, par la Loi aux règles de quorum et de majorité fixée pour la modification des Statuts sera prise par une majorité des associés représentant au moins les trois quarts du capital.

L'assemblée générale adoptera les décisions à la majorité simple des voix émises, à condition que le nombre des parts sociales représentées à l'assemblée représente au moins la moitié du capital social. Les votes blancs et les votes à bulletin secret ne devront pas être pris en compte.

Chaque part sociale donne droit à une voix.

Chapitre V. Année Sociale, Répartition

Art. 19. Année Sociale. L'année sociale commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Art. 20. Approbation des Comptes Annuels. Chaque année, à la fin de l'exercice social, les comptes de la Société sont établis et le gérant ou le conseil de gérance prépare un inventaire comprenant l'indication de la valeur des actifs et passifs de la Société.

Les comptes annuels et le compte des profits et pertes sont soumis à l'agrément de l'associé unique ou, suivant le cas, des associés.

Tout associé peut prendre connaissance desdits inventaires et bilan au siège social.

Art. 21. Affectation des Résultats. L'excédent favorable du compte de profits et pertes, après déduction des frais, charges et amortissements et provisions, constitue le bénéfice net de la Société.

Chaque année, cinq pour cent (5%) du bénéfice net seront affectés à la réserve légale.

Ces prélèvements cesseront d'être obligatoires lorsque la réserve légale aura atteint un dixième du capital social, mais devront être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve se trouve entamé.

Le solde du bénéfice net est distribué entre les associés.

Le surplus est distribué entre les associés. Néanmoins, les associés peuvent, à la majorité prévue par la Loi, décider qu'après déduction de la réserve légale et des dividendes intérimaires le cas échéant, le bénéfice sera reporté à nouveau ou transféré à une réserve spéciale.

Art. 22. Dividendes Intérimaires. Des acomptes sur dividendes peuvent être distribués à tout moment, sous réserve du respect des conditions suivantes:

- Des comptes intérimaires doivent être établis par le gérant ou par le conseil de gérance,
- Ces comptes intérimaires, les bénéfices reportés ou affectés à une réserve extraordinaire y inclus, font apparaître un bénéfice,
- Le gérant ou le conseil de gérance est seul compétent pour décider de la distribution d'acomptes sur dividendes,

- Le paiement n'est effectué par la Société qu'après avoir obtenu l'assurance que les droits des créanciers ne sont pas menacés et une fois que cinq pour cent (5 %) du profit net de l'année en cours a été attribué à la réserve légale.

Chapitre VI. Dissolution, Liquidation

Art. 23. Dissolution, Liquidation. Au moment de la dissolution de la Société, la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associé(s) qui détermineront leurs pouvoirs et rémunérations.

Chapitre VII. Loi Applicable

Art. 24. Loi Applicable. Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une prévision spécifique par les Statuts, il est fait référence à la Loi.

Dispositions transitoires

Le premier exercice social commence le jour de la constitution de la Société et se termine le 31 décembre 2016.

Souscription - Libération

Toutes les cent (100) parts sociales ont été souscrites par Monsieur Ioannis Georgios SERAFEIM TZOVANAKIS, préqualifiée.

Toutes les parts sociales ont été entièrement libérées par versement en espèces, de sorte que la somme de quinze mille Euros (EUR 15.000.-) est à la disposition de la Société, ce qui a été prouvé au notaire instrumentant, qui le reconnaît expressément.

Frais

Le comparant a évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution à environ mille cent Euros (EUR 1.100.-).

Décisions de l'associé unique

L'associé unique décide de:

1. Déterminer le nombre de gérants à un (1).
2. Nommer la personne suivante en tant que gérant de la Société:

Monsieur Ioannis Georgios SERAFEIM TZOVANAKIS, ingénieur et économiste, demeurant à L-1255 Luxembourg, 52, rue de Bragance.

La durée du mandat du gérant est illimitée.

3. Déterminer l'adresse du siège social à L-1255 Luxembourg, 52, rue de Bragance.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que le comparant l'a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire du comparant, celle-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: P. SIMON, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 01 mars 2016. Relation: GAC/2016/1560. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): N. DIEDERICH.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à demande, aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Echternach, le 07 mars 2016.

Référence de publication: 2016076098/494.

(160040540) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mars 2016.

CBRE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 60, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 77.325.

L'an deux mille seize.

Le vingt-deux février.

Par-devant Maître Jacques CASTEL, notaire de résidence à Grevenmacher (Grand-Duché de Luxembourg) agissant en remplacement de Maître Henri BECK, notaire de résidence à Echternach (Grand-Duché de Luxembourg), absent, lequel dernier restera dépositaire du présent acte.

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme CBRE S.A., avec siège social à L-1660 Luxembourg, 60, Grand-Rue (5th Floor), inscrite au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg sous le numéro B 77.325,

constituée suivant acte reçu par le notaire Paul FRIEDERS, alors de résidence à Luxembourg, en date du 28 juillet 2000, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations numéro 44 du 23 janvier 2001, et dont les statuts ont été modifiés comme suit:

- suivant acte reçu par le notaire Henri BECK en date du 17 décembre 2008, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations numéro 170 du 26 janvier 2009;

- suivant acte reçu par le notaire Henri BECK en date du 8 décembre 2011, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations numéro 146 du 18 janvier 2012;

- suivant acte reçu par le notaire Henri BECK en date du 28 décembre 2012, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations numéro 360 du 14 février 2013,

au capital social de trente-et-un mille Euros (€ 31.000.-), représenté par mille (1.000) actions sans désignation de valeur nominale, entièrement libérées.

L'assemblée est présidée par Peggy Simon, employée, demeurant professionnellement à L-6475 Echternach, 9, Rabatt, qui désigne comme secrétaire Claudine Schoellen, employée, demeurant professionnellement à L-6475 Echternach, 9, Rabatt.

L'assemblée choisit comme scrutateur Peggy Simon, prénommée.

I. L'ordre du jour est conçu comme suit:

1.- Décision de supprimer les différentes catégories d'administrateurs avec modification afférente de l'article 5 des statuts afin de lui donner la teneur suivante:

" **Art. 5.** Le conseil d'administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social; tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale par la loi ou les présents Statuts est de sa compétence.

Le conseil d'administration désigne parmi les administrateurs un président.

Le conseil d'administration ne peut délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs, qui peut être donné par écrit ou fax, étant admis. L'utilisation d'équipement pour conférences vidéo et conférences téléphoniques est autorisée et les administrateurs utilisant ces technologies sont présumés être présents et seront autorisés à voter par vidéo ou par téléphone. Après délibération, les votes pourront aussi être exprimés par écrit ou par fax, par email ou par téléphone, dans ce dernier cas le vote doit être confirmé par écrit. Les résolutions signées par tous administrateurs auront le même effet que celles prises lors d'une réunion du conseil d'administration.

Les résolutions du conseil d'administration sont adoptées à la majorité simple des administrateurs présents ou représentés. En cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion sera prépondérante.

Le conseil d'administration pourra déléguer tout ou partie de la gestion journalière de la Société à un ou plusieurs délégué(s) à la gestion journalière. Le(s) délégués à la gestion journalière sera/seront nommé(s) par les administrateurs pour une durée déterminée.

Vis-à-vis des tiers, la Société sera valablement engagée comme suit:

- par la signature conjointe de deux administrateurs dont obligatoirement celle du délégué à la gestion journalière (administrateur-délégué) si un tel était nommé, ou encore

- par la signature individuelle du délégué à la gestion journalière (administrateur-délégué) dans les limites de ses pouvoirs, ou

- par la signature individuelle ou conjointe d'un ou de plusieurs mandataires dûment autorisés par le conseil d'administration."

2.- Acceptation de la démission de Monsieur Laurent COOREMAN de son poste d'administrateur de classe A et de Monsieur Philip EMBUREY de son poste d'administrateur de classe B avec décharge pour l'exécution de leur mandat.

3.- Nomination de Monsieur Gerald MERVEILLE et de Monsieur Gaëtan CLERMONT, actuellement administrateurs de classe A, respectivement de classe B, comme simple administrateurs de la société, sans distinction de classe, leur mandat expirant à l'assemblée générale de 2019.

4.- Confirmation de la nomination de Monsieur Gaëtan CLERMONT en tant que président du conseil d'administration.

5.- Nomination de la société SQUARE METER S.A., avec siège social à L-1882 Luxembourg, 12D, Impasse Drosbach, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 142.182, en tant qu'administrateur de la société, son mandat expirant à l'assemblée générale de 2019, laquelle sera représentée par son représentant permanent Monsieur Laurent COOREMAN, demeurant à L-1941 Luxembourg, 157, route de Longwy.

6.- Nomination de la société SQUARE METER S.A., préqualifiée, en tant qu'administrateur-délégué de la société, son mandat expirant à l'assemblée générale de 2019, laquelle sera représentée par son représentant permanent Monsieur Laurent COOREMAN, prénommé.

II. Il a été établie une liste de présence renseignant les actionnaires présents et représentés ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent, laquelle liste après avoir été signée par les comparants et signée ne varietur par le notaire instrumentant restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

III. Il résulte de cette liste de présence que tous les actionnaires sont présents ou représentés à l'assemblée. Dès lors l'assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer, sur l'ordre du jour dont les actionnaires ont pris connaissance avant la présente assemblée.

IV. Après délibération l'assemblée prend à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale décide de supprimer les différentes catégories d'administrateurs et par conséquent de modifier l'article 5 des statuts afin de lui donner la teneur suivante:

" **Art. 5.** Le conseil d'administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social; tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale par la loi ou les présents Statuts est de sa compétence.

Le conseil d'administration désigne parmi les administrateurs un président.

Le conseil d'administration ne peut délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs, qui peut être donné par écrit ou fax, étant admis. L'utilisation d'équipement pour conférences vidéo et conférences téléphoniques est autorisée et les administrateurs utilisant ces technologies sont présumés être présents et seront autorisés à voter par vidéo ou par téléphone. Après délibération, les votes pourront aussi être exprimés par écrit ou par fax, par email ou par téléphone, dans ce dernier cas le vote doit être confirmé par écrit. Les résolutions signées par tous administrateurs auront le même effet que celles prises lors d'une réunion du conseil d'administration.

Les résolutions du conseil d'administration sont adoptées à la majorité simple des administrateurs présents ou représentés. En cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion sera prépondérante.

Le conseil d'administration pourra déléguer tout ou partie de la gestion journalière de la Société à un ou plusieurs délégué(s) à la gestion journalière. Le(s) délégués à la gestion journalière sera/seront nommé(s) par les administrateurs pour une durée déterminée.

Vis-à-vis des tiers, la Société sera valablement engagée comme suit:

- par la signature conjointe de deux administrateurs dont obligatoirement celle du délégué à la gestion journalière (administrateur-délégué) si un tel était nommé, ou encore
- par la signature individuelle du délégué à la gestion journalière (administrateur-délégué) dans les limites de ses pouvoirs, ou
- par la signature individuelle ou conjointe d'un ou de plusieurs mandataires dûment autorisés par le conseil d'administration."

Deuxième résolution

L'assemblée générale décide d'accepter la démission de Monsieur Laurent COOREMAN de son poste d'administrateur de classe A et de Monsieur Philip EMBUREY de son poste d'administrateur de classe B et leur accorde décharge pour l'exécution de leur mandat.

Troisième résolution

L'assemblée générale décide de nommer Monsieur Gerald MERVEILLE et Monsieur Gaëtan CLERMONT, actuellement administrateurs de classe A, respectivement de classe B, comme simple administrateurs de la société, sans distinction de classe, leur mandat expirant à l'assemblée générale de 2019.

Quatrième résolution

L'assemblée générale confirme la nomination de Monsieur Gaëtan CLERMONT en tant que président du conseil d'administration.

Cinquième résolution

L'assemblée générale décide de nommer la société SQUARE METER S.A., avec siège social à L-1882 Luxembourg, 12D, Impasse Drosbach, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 142.182, en tant qu'administrateur de la société, son mandat expirant à l'assemblée générale de 2019, laquelle sera représentée par son représentant permanent Monsieur Laurent COOREMAN, demeurant à L-1941 Luxembourg, 157, route de Longwy.

Sixième résolution

L'assemblée générale décide de nommer la société SQUARE METER S.A., préqualifiée, en tant qu'administrateur-délégué de la société, son mandat expirant à l'assemblée générale de 2019, représentée par son représentant permanent Monsieur Laurent COOREMAN, prénommé,

avec pouvoir de représenter la société dans le cadre de la gestion journalière et d'engager la société par sa signature individuelle dans le cadre de cette gestion journalière.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour Madame le Président lève la séance.

DONT PROCES-VERBAL, fait et passé à Echternach, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants de tout ce qui précède, ces derniers, tous connus du notaire instrumentant par noms, prénoms, états et demeures, ont signé avec le notaire le présent procès-verbal.

Signé: P. SIMON, C. SCHOELLEN, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 01 mars 2016. Relation: GAC/2016/1563. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): N. DIEDERICH.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à demande, aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Echternach, le 07 mars 2016.

Référence de publication: 2016076376/131.

(160041654) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mars 2016.

Colisée Participation GP, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 640.000,00.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 21, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 190.499.

In the year two thousand and sixteen, on the first day of MARCH.

Before us, Maître Cosita DELVAUX, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

Colisée Gérance, a société par actions simplifiée organized and existing under the laws of France, having its registered office at 100, Esplanade du Général de Gaulle, bâtiment La Défense 4, Coeur Défense Tour B, F-92932 Paris, France, registered with the Trade and Companies Register of Nanterre under number 437 666 142,

here represented by Ms. Pascale STAMMET, private employee, residing professionally in Luxembourg,

by virtue of a power of attorney given under private seal on 26 February 2016.

Said proxy, after having been signed ne varietur by the proxyholder acting on behalf of the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed for the purpose of registration.

The appearing party, represented as stated hereabove, has requested the undersigned notary to record the following:

I. the appearing party is the sole shareholder (the "Sole Shareholder") of Colisée Participation GP, a société à responsabilité limitée incorporated and organised under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, having its registered office at 21, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 190.499, having a share capital of three hundred thousand euro (EUR 300,000.-) and incorporated on 17 September 2014 pursuant to a deed of the notary mentioned above, published on 3 November 2014 in the Luxembourg Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations under number 3214 (the "Company"). The articles of association of the Company (the "Articles") have been amended for the last time on 15 September 2015 pursuant to a deed of the undersigned notary, published on 11 November 2015 in the Luxembourg Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations under number 3087,

II. the Sole Shareholder has taken the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder resolves to increase the share capital of the Company by an amount of three hundred forty thousand euro (EUR 340,000.-) in order to bring it from its present amount of three hundred thousand euro (EUR 300,000.-) represented by three hundred thousand (300,000) shares in registered form, having a par value of one euro (EUR 1.-) each, to six hundred forty thousand euro (EUR 640,000.-) by way of the issuance of three hundred forty thousand (340,000) new shares with a par value of one euro (EUR 1.-) each, having the same rights, obligations and features as the existing shares (the "New Shares").

Second resolution

The Sole Shareholder resolves to accept and record the following subscription to and full payment of the share capital increase as follows:

Subscription - Payment

Thereupon, the Sole Shareholder, prenamed and represented as stated above, declares that it subscribes to three hundred forty thousand (340,000) New Shares with a par value of one euro (EUR 1.-) each, and fully pays them up by way of a contribution in cash of three hundred forty thousand euro (EUR 340,000.-).

The amount of three hundred forty thousand euro (EUR 340,000.-) is at the Company's disposal and evidence of such amount has been given to the undersigned notary, who expressly acknowledges it.

Third resolution

As a consequence of the preceding resolutions, the Sole Shareholder resolves to amend article 6, first paragraph of the Articles, so that it shall henceforth read as follows:

“ **Art. 6. First paragraph.** The Company's share capital is set at six hundred forty thousand euro (EUR 640,000.-), represented by six hundred forty thousand (640,000) shares with a par value of one Euro (EUR 1.-) each”.

Fourth resolution

The Sole Shareholder resolves to amend the shareholders' register of the Company in order to reflect the above changes with power and authority given to any manager of the Company, acting individually, with full power of substitution, to proceed on behalf of the Company to effect the registration of the New Shares in the shareholders' register of the Company.

Estimate of costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at approximately two thousand Euros (2,000.-EUR).

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version, at the request of the same appearing party, in case of discrepancies between the English and the French texts, the English version shall prevail.

Whereof, the present notarial deed is drawn in Luxembourg, on the year and day first above written.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, the proxyholder of the appearing party signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la version française du texte qui précède

L'an deux mille seize, le premier jour du mois de mars.

Par devant nous, Maître Cosita DELVAUX, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

Colisée Gérance, une société par actions simplifiée de droit français, dont le siège social est situé au 100, Esplanade du Général de Gaulle, bâtiment La Défense 4, Coeur Défense Tour B, F-92932 Paris, France et immatriculée au registre de commerce et des sociétés de Nanterre sous le numéro B 437 666 142,

ici représentée par Madame Pascale STAMMET, employée privée, résidant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 26 février 2016.

Ladite procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire agissant pour le compte de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexe au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

La partie comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I. la partie comparante est l'associé unique (l'«Associé Unique») de Colisée Participation GP, une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, dont le siège social est situé au 21, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, immatriculée auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 190.499, ayant un capital social s'élevant à trois-cent mille euro (EUR 300.000,-) et constituée le 17 septembre 2014 suivant acte du notaire précédemment cité, publié le 3 novembre 2014 au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations de Luxembourg sous le numéro 3214 (la «Société»). Les statuts de la Société (les «Statuts») ont été modifiés pour la dernière fois le 15 septembre 2015 suivant acte du notaire instrumentant, publié le 11 novembre 2015 au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations de Luxembourg sous le numéro 3087,

II. L'Associé Unique a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique décide d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de trois cent quarante mille euro (EUR 340.000,-) afin de le porter de son montant actuel de trois-cent mille euro (EUR 300.000,-) représenté par trois-cent mille (300.000) parts sociales sous forme nominative, d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune, à un montant de six cent quarante mille euro (EUR 640.000,-) par l'émission de trois cent quarante mille (340.000) nouvelles parts sociales, ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune et disposant des mêmes droits, obligations et caractéristiques que les parts sociales existantes (les «Nouvelles Parts Sociales»).

Deuxième résolution

L'Associé Unique décide d'accepter et d'enregistrer la souscription suivante et la libération intégrale de l'augmentation du capital social comme suit:

Souscription - Libération

Sur ces faits, l'Associé Unique, prénommé et représenté comme indiqué cidessus, déclare souscrire aux trois cent quarante mille (340.000) Nouvelles Parts Sociales ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune, et les libérer entièrement par un apport en numéraire d'un montant de trois cent quarante mille euro (EUR 340.000,-).

Le montant de trois cent quarante mille euro (EUR 340.000,-) est à la disposition de la Société, preuve en ayant été apportée au notaire instrumentant, qui le reconnaît expressément.

Troisième résolution

En conséquence des résolutions précédentes, l'Associé Unique décide de modifier l'article 6, premier paragraphe des Statuts de la Société, qui aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 6. Premier paragraphe.** Le capital social est fixé à six cent quarante mille euro (EUR 640.000,-) représenté par six cent quarante mille (640.000) parts sociales ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune.»

Quatrième résolution

L'Associé Unique décide de modifier le registre des associés de la Société afin d'y faire figurer les modifications qui précèdent et donne pouvoir et autorité à tout gérant de la Société, agissant individuellement, avec plein pouvoir de substitution, pour procéder pour le compte de la Société à l'enregistrement des Nouvelles Parts Sociales dans le registre des associés de la Société.

Frais

Les dépenses, frais, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, qui seront supportés par la Société en conséquence du présent acte sont estimés approximativement à deux mille Euros (2.000.-EUR).

Déclaration

Le notaire soussigné, qui a personnellement connaissance de la langue anglaise, déclare que le mandataire de la partie comparante l'a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, celui-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: P. STAMMET, C. DELVAUX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 02 mars 2016. Relation: 1LAC/2016/7120. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 08 mars 2016.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2016076357/128.

(160041735) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mars 2016.

CSI Italy GP S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2314 Luxembourg, 2, place de Paris.

R.C.S. Luxembourg B 202.105.

In the year two thousand and sixteen, on the twelfth day of February.

Before Us, Maître Jean-Joseph WAGNER, notary, residing in SANEM, Grand Duchy of Luxembourg,

was held

the extraordinary general meeting of the current shareholders of CSI Italy GP S.à r.l., a société à responsabilité limitée with a share capital of twelve thousand and five hundred euros (EUR 12,500), incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, incorporated pursuant to a notarial deed enacted by the undersigned notary, on 04 December 2015, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, on 18 December 2015, under number 3383 and page 162338, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register (Registre de Commerce et des Sociétés) under number B 202105, having its registered office at 2, Place de Paris, L-2314 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg (the "Company"),

THERE APPEARED

THE FOLLOWING PERSONS REPRESENTING THE ENTIRE SHARE CAPITAL OF THE COMPANY:

(i) The Kuwait Investment Office (Being The London Office) of The Kuwait Investment Authority acting on behalf of the Government of the State of Kuwait in relation to the investing of the assets deposited into the account known as the future generation fund, the address of which is Wren House, 15 Carter Lane, London EC4V 5EY;

and

(ii) Mr Edward M. Siskind, born on 24 January 1966 in New York (USA), residing at 37 Carlyle Square, London, SW3 6HA,

together the "Shareholders",

both here represented by Mrs Rayhane Nafla, residing in Luxembourg,

by virtue of two (2) proxies given under private seal (the "Proxyholder");

Said proxies, initialled ne varietur by the Proxyholder of the appearing parties and the notary, shall remain annexed to this deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing parties, represented as stated here above, have required the undersigned notary to enact the following.

The appearing parties representing the entire share capital declare having waived any notice requirement, the general meeting of the Company is regularly constituted and may validly deliberate on all the items of the following agenda:

Agenda

1. Amendment of article 18 of the Company's articles of association in order to amend the date of the financial year of the Company;

2. Miscellaneous.

On the basis of the agenda, the Shareholders take the following resolutions.

First resolution

The Shareholders resolve to change the financial year of the Company and to amend article 18 of the article of association as follows:

a) the accounting year of the Company shall begin on the first of April rather than on the first of May of each year, and

b) the accounting year of the Company shall close on the thirty-first of March of the following year.

c) The Shareholders resolve that the current financial year of the Company that started on the 04 December 2015 (at the incorporation of the Company) shall close on the 31 March 2016 instead of the 30 April 2016.

Second resolution

Subsequently to the adoption of the first resolution, article 18 of the Company's articles of association shall be amended and now read as follows:

“ **Art. 18.** The financial year of the Company shall begin on the first of April of each year and shall end on the thirty-first of March of the following year.”

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day specified at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing party, this deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same appearing party and in case of discrepancy between the English and the French text, the English version shall prevail.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, known to the notary by name, first name and residence, the said proxyholder of the appearing party signed together with Us notary the present deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède

L'an deux mille seize, le douze février.

Par devant Nous Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à SANEM, Grand-Duché de Luxembourg,

s'est tenue

l'assemblée générale extraordinaire des actuels associés de CSI Italy GP S.à r.l. une société à responsabilité limitée constituée et régie selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, avec un capital social de douze mille cinq cents euros (EUR 12'500.-), suivant acte notarié dressé par le notaire soussigné en date du 04 décembre 2015, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, le 18 décembre 2015, sous le numéro 3383 et page 162338, ayant son siège social 2, Place de Paris, L-2314 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 202105 (la «Société»),

ONT COMPARU

LES PERSONNES SUIVANTES REPRESENTANT L'ENTIERETE DU CAPITAL SOCIAL DE LA SOCIETE:

(i) The Kuwait Investment Office (Being The London Office) of The Kuwait Investment Authority agissant au nom et pour compte du gouvernement de l'Etat de Kuwait, en relation avec l'Investissement des avoirs déposés au compte connu sous le Fond de Génération Future, ayant son siège social à Wren House, 15 Carter Lane, à Londres EC4V 5EY;

et,

(ii) Monsieur Edward M. Siskind, né le 24 janvier 1966 à New York (Etats-Unis), résidant au 37 Carlyle Square, à Londres, SW3 6HA;

Ci-après dénommés les “Associés”,

les deux dûment représentés par Madame Rayhane Nafla, demeurant à Luxembourg.

agissant en vertu de deux (2) procurations sous seing privé (le «Mandataire»);

Les procurations, paraphées ne varietur par le Mandataire des comparants et par le notaire, resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités d'enregistrement.

Les comparants, représentés comme dit ci-avant ont requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

Les comparants représentant l'intégralité du capital social déclarent avoir renoncé à toute formalité de convocation, l'assemblée générale des associés est ainsi régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur tous les points figurant à l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour

1. Changement de l'exercice social de la Société et modification de l'article 18 des statuts de la Société.

2. Divers.

Sur le fondement de l'ordre du jour précité, les Associés ont pris les résolutions suivantes:

Première résolution

Les Associés décident de changer les dates de l'exercice social de la Société comme suit:

a) l'exercice social de la Société commence le premier avril de chaque année, au lieu du premier mai de chaque année, et

b) l'exercice social de la Société se termine le trente et un mars de l'année suivante.

Les Associés décident que l'exercice social en cours de la Société qui a commencé le 04 décembre 2015 (jour de l'acte de constitution de la Société), se terminera le 31 mars 2016 au lieu du 30 avril 2016.

Deuxième résolution

Consécutivement à l'adoption de la première résolution, l'article 18 des statuts de la Société sera modifié et aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 18.** L'exercice social de la Société commence le premier avril de chaque année et se termine le trente et un mars de l'année suivante.»

Dont acte, passé à Luxembourg, à la date figurant en tête des présentes.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la demande de la comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une traduction en français; et qu'à la demande de la même comparante et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fait foi.

L'acte ayant été lu au mandataire de la comparante connu du notaire instrumentant par nom, prénom, et résidence, ledit mandataire de la comparante a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: R. NAFLA, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 15 février 2016. Relation: EAC/2016/3906. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): SANTIONI.

Référence de publication: 2016076401/109.

(160041603) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mars 2016.

AS-Construction S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9681 Roullingen, 14, am Duerf.

R.C.S. Luxembourg B 198.583.

L'an deux mille seize, le vingt-cinq février.

Par-devant Maître Pierre PROBST, notaire de résidence à Ettelbruck,

A comparu:

Monsieur Quentin SOYEZ, gérant, né le 5 août 1991 à Verviers (Belgique), demeurant à B-4845 Jalhay, 12/C, route de Charneux,

La partie comparante a exposé au notaire instrumentant:

- qu'elle est la seule associée, représentant l'intégralité du capital, de la société à responsabilité limitée AS-CONSTRUCTION S. à r.l., avec siège social à L-9990 Weiswampach, 4-6, Duarefstrooss.

constituée suivant acte reçu par le notaire Martine Schaeffer de résidence à Luxembourg-ville, le 13 juillet 2015, publié au Mémorial C, numéro 2424 du 8.9. 2015, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 198.583

L'associée en assemblée générale et déclarant que cette assemblée peut valablement délibérer, a pris la résolution suivante:

Unique résolution

L'associée unique décide de transférer le siège social de Weiswampach à L-9681 Roullingen, 14, am Duerf et en conséquence décide de modifier l'article 5 alinéa premier des statuts comme suit:

« 5.1. Le siège social est établi à Roullingen..»

Frais

Le montant des dépenses, frais, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison du présent acte s'élève à approximativement 800,- EUR.

Déclaration de la partie comparante

L'associé déclare, en application de la loi du 12 novembre 2004, telle qu'elle a été modifiée par la suite, être la bénéficiaire réelle de la société faisant l'objet des présentes et certifie(nt) que les fonds/biens/ droits servant à la libération du capital social ne proviennent pas respectivement que la société ne se livre(ra) pas à des activités constituant une infraction visée aux articles 506-1 du Code pénal et 8-1 de la loi du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie (blanchiment) ou des actes de terrorisme tels que définis à l'article 135-5 du Code Pénal (financement du terrorisme).

Dont acte, fait et passé à Ettelbruck, en l'étude du notaire instrumentaire, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la partie comparante, connue du notaire par nom, prénoms usuels, états et demeure, elle a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Quentin SOYEZ, Pierre PROBST.

Enregistré à Diekirch Actes Civils, Le 26 février 2016. Relation: DAC/2016/3075. Reçu soixante-quinze euros 75,00.- €.

Le Receveur (signé): Tholl.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande et aux fins de publication au Mémorial.

Ettelbruck, le 8 mars 2016.

Référence de publication: 2016076269/43.

(160041408) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mars 2016.

Loba Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 36, avenue Marie-Thérèse.

R.C.S. Luxembourg B 136.420.

LIQUIDATION JUDICIAIRE

Par jugement commercial VI no 304/16 du 10 mars 2016, le Tribunal d'Arrondissement de et à Luxembourg, sixième section, siégeant en matière commerciale, a prononcé la dissolution et ordonné la liquidation de la société à responsabilité limitée LOBA SARL en vertu de l'article 203 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales telle que modifiée.

Ledit jugement a nommé juge-commissaire Madame Anita LECUIT, premier juge au tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, et désigné comme liquidateur Maître Laurent BIZZOTTO, avocat, demeurant à Luxembourg.

Les créanciers sont invités à déposer leurs déclarations de créances au greffe du tribunal de commerce de ce siège avant le 31 mars 2016.

Luxembourg, le 16 mars 2016.

Pour extrait conforme

Laurent BIZZOTTO

Le liquidateur

Référence de publication: 2016081448/20.

(160047805) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2016.